



# INITIATIVE POUR DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS INTÉGRANT LE CLIMAT

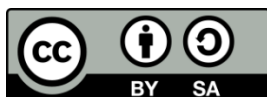
Rapport d'avancement 2024 (janvier-décembre)



Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du GPE, de l'UNESCO, de *Save the Children* ou de l'IIPE-UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

La frontière définitive entre la République du Soudan et la République du Soudan du Sud n'a pas encore été déterminée.

Quels que soient les termes employés dans ce document pour désigner les personnes exerçant les fonctions, il va sans dire que les titulaires de ces postes peuvent être des hommes ou des femmes.



La présente publication est disponible en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/deed.fr>). En utilisant le contenu de cette publication, les utilisateurs acceptent de se soumettre aux conditions d'utilisation des publications en libre accès de l'UNESCO (<https://www.unesco.org/fr/open-access/cc-sa>). La présente licence s'applique exclusivement au contenu du texte de la publication.

**Photo de couverture © Shutterstock**



# Table des matières

<b>Acronymes .....</b>	<b>4</b>
<b>Résumé analytique.....</b>	<b>5</b>
<b>1) Présentation de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat .....</b>	<b>11</b>
1.1) Introduction et contexte .....	11
1.2) Les composantes techniques et les objectifs .....	12
1.3) Approche et processus.....	13
<b>2) Les progrès réalisés au niveau des pays .....</b>	<b>16</b>
2.1) Aperçu des progrès réalisés par les pays bénéficiaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat.....	16
2.2) Aperçu et points forts des progrès réalisés dans la mise en œuvre .....	17
2.3) Aperçu et points forts des progrès réalisés dans l'élaboration du plan de travail	40
2.4) Aperçu et points forts des progrès réalisés au cours de la phase initiale .....	43
<b>3) Les résultats obtenus par rapport au cadre de résultats global de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat.....</b>	<b>50</b>
<b>4) Les activités de sensibilisation et communication à l'échelle mondiale .....</b>	<b>59</b>
<b>5) Les enseignements tirés de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat.....</b>	<b>64</b>
5.1) Les enseignements de haut niveau .....	64
5.2) Les enseignements au niveau des composantes .....	69
5.3) Réflexions sur l'approche et les stratégies d'adaptation de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat.....	75
<b>6) La gestion des risques .....</b>	<b>76</b>
<b>7) Rapports financiers .....</b>	<b>79</b>
<b>8) Les prochaines étapes .....</b>	<b>80</b>



## Acronymes

CSESI	Initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ( <i>Climate Smart Education Systems Initiative</i> )
GPE	Partenariat mondial pour l'éducation ( <i>Global Partnership for Education</i> )
IIPE-UNESCO	Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO
PEID	petits États insulaires en développement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture ( <i>United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization</i> )
CNUCC	Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques



# Résumé analytique

L'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat (CSESI), lancée en mars 2023, est une initiative d'appui technique qui cherche à renforcer les capacités des pays à intégrer l'adaptation au changement climatique et la viabilité environnementale dans les plans, les budgets et les stratégies du secteur de l'éducation, ainsi que leur capacité de coordination intersectorielle des politiques et des programmes en matière de climat et d'environnement. Pour ce faire, cette initiative apporte un appui technique ciblé et adapté au contexte qui s'articule autour des sept composantes interdépendantes suivantes :

- 1) des politiques et une planification fondées sur des données probantes ;
- 2) une coordination intersectorielle et interne ;
- 3) l'accès au financement pour la lutte contre le changement climatique ;
- 4) des données et des éléments concrets sur le changement climatique pour la planification et les politiques de l'éducation ;
- 5) des infrastructures plus sûres et plus vertes ;
- 6) la sécurité dans les écoles et la continuité éducative ; et
- 7) des programmes scolaires plus verts, des activités pédagogiques axées sur le climat et une formation pertinente des enseignants.

Le présent rapport sur l'état d'avancement donne un aperçu des résultats et des progrès accomplis au niveau des pays, des activités de sensibilisation et de communication à l'échelle mondiale, des enseignements tirés et de la gestion des risques au cours de l'année 2024.

## Les progrès réalisés au niveau des pays



### Les points forts de la mise en œuvre :

Avec l'aide des partenaires de l'initiative, le Zimbabwe, le Malawi, le Cambodge et le Soudan du Sud ont commencé à mettre en œuvre leurs plans de travail qui intègrent les sept composantes techniques de manière interdépendante. Dans les quatre pays, les parties prenantes nationales ont apprécié les possibilités d'apprentissage pour comprendre, analyser et prévenir les risques climatiques, et se sentent plus aptes à s'impliquer dans l'intégration de l'adaptation au changement climatique et le renforcement de la résilience.

Zimbabwe		Malawi	
<b>Note de performance du plan de travail</b> Très satisfaisant		<b>Note de performance du plan de travail</b> Très satisfaisant	
<b>Début de la mise en œuvre</b> Avril 2024		<b>Début de la mise en œuvre</b> Juillet 2024	
<b>Date de fin prévue</b> Mars 2025		<b>Date de fin prévue</b> Juillet 2025	
<b>Profil climatique</b> Les sécheresses sont le facteur de stress le plus important, précipitations irrégulières, inondations, hausse des températures		<b>Profil climatique</b> Une grande variété de risques climatiques de plus en plus fréquents, notamment des inondations, des sécheresses et des vagues de chaleur	
<b>Activités phares</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le renforcement des capacités en matière d'analyse des risques climatiques</li> <li>Une analyse des risques climatiques pour le secteur de l'éducation élaborée dans le cadre d'un processus participatif</li> <li>Des réunions intersectorielles et la création d'une feuille de route pour accéder au financement de l'action climatique</li> <li>Des normes qui tiennent compte du changement climatique pour l'inspection des écoles et des ateliers de cocréation pour rendre la formation des enseignants et les programmes scolaires nationaux plus verts</li> </ul>		<b>Activités phares</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Le renforcement des capacités d'analyse intersectorielle des risques climatiques</li> <li>La réalisation d'une analyse des risques climatiques pour le secteur de l'éducation destinée à soutenir une planification fondée sur des données probantes, puis l'élaboration d'une stratégie de lutte contre le changement climatique</li> <li>Le recrutement d'experts nationaux et internationaux, et une première séance de travail en présentiel pour aider à rendre les programmes scolaires et la formation des enseignants plus verts</li> </ul>	
<b>Quelles sont les prochaines étapes ?</b> La mise à l'essai et la révision du matériel d'apprentissage et une évaluation en ligne des efforts déployés pour intégrer le climat dans la formation des enseignants.		<b>Quelles sont les prochaines étapes ?</b> Deux séances de travail supplémentaires pour valider les programmes actualisés et former les centres de formation des enseignants.	
Cambodge		Soudan du Sud	
<b>Note de performance du plan de travail</b> Très satisfaisant		<b>Note de performance du plan de travail</b> Très satisfaisant	
<b>Début de la mise en œuvre</b> Septembre 2024		<b>Début de la mise en œuvre</b> Novembre 2024	
<b>Date de fin prévue</b> Septembre 2025		<b>Date de fin prévue</b> fin 2025	
<b>Profil climatique</b> Augmentation de la fréquence et de la gravité des risques climatiques au cours des dernières années,		<b>Profil climatique</b> Aggravation des risques climatiques, exacerbée par l'instabilité politique et économique	





notamment des vagues de chaleur et des inondations	
<b>Activités phares</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Des séances destinées à renforcer les capacités à identifier les facteurs de stress climatique et à évaluer les impacts</li> <li>L'intégration des données relatives au climat et à la réduction des risques de catastrophes dans la planification de l'éducation</li> <li>L'évaluation des capacités existantes et l'examen des stratégies d'adaptation au climat grâce à une collaboration intersectorielle et un apprentissage entre pairs</li> <li>Une analyse détaillée des risques climatiques est en cours d'élaboration</li> </ul>	<b>Activités phares</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>D'importants progrès ont été réalisés pour définir les priorités des activités</li> <li>L'élaboration d'analyses des risques climatiques au niveau de l'État pour guider la prise de décision a été identifiée comme étant la priorité absolue de l'initiative</li> <li>L'établissement d'un groupe de travail destiné à améliorer la coordination interne et intersectorielle</li> <li>L'élaboration d'un rapport sur le financement de l'action climatique visant à faciliter l'accès à ce type de financement</li> <li>L'élaboration d'un plan d'urgence sectoriel visant à soutenir la planification des mesures d'urgence aux niveaux national, infranational et local</li> </ul>
<b>Quelles sont les prochaines étapes ?</b> Les résultats de l'analyse des risques climatiques orienteront les efforts entrepris pour élaborer un plan opérationnel d'adaptation au changement climatique dans le secteur de l'éducation.	<b>Quelles sont les prochaines étapes ?</b> Le ministère de l'Éducation et l'UNESCO s'appuieront sur le guide de l'UNESCO sur l'écologie dans les programmes scolaires ( <i>Greening Curriculum guidance</i> ) pour intégrer le changement climatique dans les programmes scolaires et la formation des enseignants.

## Les activités de sensibilisation et communication à l'échelle mondiale

Au cours de l'année 2024, les partenaires de l'initiative ont :

- ➔ élaboré un plan de communication commun pour promouvoir une approche unifiée et collaborative ;
- ➔ établi des partenariats stratégiques aux niveaux mondial, régional et national ;
- ➔ continué à partager leurs expériences par le biais de publications et d'activités de plaidoyer au niveau mondial, notamment le Partenariat pour une éducation verte ; et
- ➔ créé un groupe de soutien mondial pour favoriser des programmes scolaires plus verts, des activités pédagogiques axées sur le climat et une formation pertinente des enseignants, qui permettra de renforcer le processus d'examen de la qualité lors de la mise en œuvre de l'initiative au niveau national et de faciliter l'apprentissage entre les pays bénéficiaires de l'initiative.

## Les enseignements tirés de l'initiative

L'approche de l'initiative en matière de suivi et d'évaluation est réactive et intègre l'adaptation et l'apprentissage, en prenant en compte les commentaires des pays partenaires et des autres parties prenantes dans le cadre de l'« apprentissage par la pratique » et en s'adaptant en fonction des besoins. L'examen des progrès de l'initiative au cours de l'année 2024 a fait ressortir un certain nombre d'enseignements qui permettront d'orienter la mise en œuvre de l'initiative en 2025.

*Les enseignements de haut niveau :*



Enseignement n°1 : l'engagement du gouvernement	Enseignement n°2 : la collaboration et la coordination
Les gouvernements sont très engagés dans l'initiative et le rôle de l'éducation dans l'adaptation au changement climatique et la viabilité environnementale est de plus en plus reconnu.	L'initiative offre des opportunités stratégiques pour encourager la collaboration et la coordination intersectorielles entre les parties prenantes du secteur de l'éducation et du changement climatique.
Enseignement n°3 : l'établissement des priorités et l'alignement	Enseignement n°4 : l'intérêt et la demande
L'alignement des activités de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat sur les priorités nationales existantes permet d'accroître l'impact.	L'intérêt et la demande des pays non bénéficiaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat pour apprendre et déployer les activités de l'initiative augmentent.

Les enseignements au niveau des composantes :

- 1) **Des politiques et une planification fondées sur des données probantes** : les pays se sont efforcés de renforcer en priorité les capacités d'analyse des risques climatiques, afin de soutenir la politique et la planification, mais il est nécessaire de sensibiliser davantage le public et important d'intégrer systématiquement l'éducation dans les débats sur le changement climatique.
- 2) **Une coordination intersectorielle et interne** : les pays étudient les moyens d'améliorer la coordination interne et la coordination entre les autorités responsables de la gestion des catastrophes et le secteur de l'éducation, en organisant des réunions et en mettant en place des mécanismes de coordination et des équipes de projet.
- 3) **L'accès au financement de la lutte contre le changement climatique** : étant donné qu'il est important d'améliorer l'accès au financement de la lutte contre le changement climatique, des rapports sur l'état d'avancement ont été préparés dans chaque pays, et les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont organisé des réunions et dispensé une formation sur cette thématique intitulée « *Climate Finance 101* », qui permettra d'élaborer des feuilles de route financières.
- 4) **Des données et des éléments concrets sur le changement climatique pour orienter la planification et les politiques de l'éducation** : les pays cherchent à renforcer en priorité leurs capacités pour cartographier les sources de données et les outils existants et pour améliorer les mécanismes de collecte de données, mais il est nécessaire de renforcer les capacités de collecte de données plus larges dans tous les ministères, au-delà du personnel chargé des systèmes d'information pour la gestion de l'éducation, afin de garantir l'intégration des problématiques du changement climatique dans la planification.
- 5) **Des infrastructures plus sûres et plus vertes** : les pays s'efforcent de réviser en priorité les directives de construction en vigueur et de concevoir des nouveaux bâtiments scolaires adaptés au changement climatique, et il y a actuellement une forte demande pour examiner des approches rentables pour moderniser et entretenir des établissements existants.





- 6) **La sécurité dans les écoles et la continuité éducative** : les pays ont reconnu l'importance de mettre au premier plan et d'adapter les activités visant à améliorer la gestion de la sécurité dans les écoles et la continuité éducative à leur propre contexte.
- 7) **Des programmes scolaires plus verts, des activités pédagogiques axées sur le climat et une formation pertinente des enseignants** : le guide de l'UNESCO sur l'écologie dans les programmes scolaires constitue un outil précieux pour favoriser l'intégration systématique du changement climatique et de l'éducation au développement durable dans les programmes scolaires, la formation des enseignants et le matériel d'enseignement et d'apprentissage du pays.

*Les principaux points à retenir :*

- ➔ Il est primordial d'impliquer les groupes locaux des partenaires de l'éducation et les autres partenaires principaux dès le début pour réussir la mise en œuvre de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat .
- ➔ Les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont appris à simplifier le processus de hiérarchisation des activités en fournissant, par exemple, une brève liste des activités envisageables aux représentants du ministère de l'Éducation dès le début et en veillant à ce que la documentation soit concise et simple.
- ➔ Les plans de travail ont été élaborés dans le cadre de nombreuses concertations au niveau national afin de garantir qu'ils sont alignés sur les autres initiatives et d'exploiter au maximum le potentiel de synergies.
- ➔ Compte tenu des effets disproportionnés du changement climatique sur les femmes et les filles, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont fait appel à leur expertise interne dans le domaine du genre et ont adopté une approche qui intègre la notion de genre.

### **La gestion des risques**

Tout au long de l'année 2024, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont mené des activités de suivi aux niveaux mondial et local, en vue d'identifier et d'atténuer les risques internes et externes. Parmi les risques faibles figuraient la difficulté de parvenir à un consensus entre les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat , le manque d'appropriation par les acteurs locaux et une faible volonté politique, tandis que l'agitation sociopolitique et les risques naturels, ainsi que la dégradation de la conjoncture économique et la baisse des investissements qui en découle, représentaient des risques modérés. Les stratégies d'atténuation prévoyaient notamment d'accorder la priorité à une communication et une concertation régulières, des activités conçues conjointement qui répondent aux besoins, des activités de plaidoyer et un dialogue, ainsi qu'à la planification des interventions d'urgence.

### **Les prochaines étapes**





*Des élèves font du vélo en République démocratique populaire lao. John Warburton Lee / Hemis.fr*

Au cours des 12 prochains mois, quatre pays devraient achever la mise en œuvre de l'initiative, tandis que neuf autres pays et deux régions devraient débiter la mise en œuvre. Les activités initiales seront lancées dans sept autres pays, qui travailleront ensuite avec les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat en vue d'établir un calendrier pour rédiger les rapports initiaux, organiser les missions exploratoires et élaborer le plan de travail.



# 1) Présentation de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat

## 1.1) Introduction et contexte

Les phénomènes météorologiques extrêmes tels que les cyclones, les inondations et les vagues de chaleur sont de plus en plus fréquents et graves, et mettent en péril les vies, les infrastructures et les ressources tout en perturbant la scolarité de près de 40 millions d'enfants chaque année, en particulier ceux issus des groupes vulnérables. L'éducation est de plus en plus considérée comme étant un élément crucial de la lutte contre le changement climatique, et les écoles et les communautés jouent un rôle essentiel dans l'adaptation au changement climatique et le renforcement de la résilience.

**L'ÉDUCATION EST DE PLUS EN PLUS CONSIDÉRÉE COMME ÉTANT UN ÉLÉMENT CRUCIAL DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE, ET LES ÉCOLES ET LES COMMUNAUTÉS JOUENT UN RÔLE ESSENTIEL DANS L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LE RENFORCEMENT DE LA RÉSILIENCE.**

Face à ce problème, le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) a lancé en 2023 l'« Initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat » (CSESI), dont l'objectif principal est de **renforcer les capacités des pays à intégrer l'adaptation au changement climatique et la viabilité environnementale** dans les plans, les budgets et les stratégies du secteur de l'éducation, ainsi qu'à assurer la coordination intersectorielle des politiques et des programmes en matière de climat et d'environnement.

Depuis 2023, *Save the Children*, l'UNESCO et l'IIPE-UNESCO (dénommés ci-après les « partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ») ont exercé le rôle d'agents partenaires et sont chargés de superviser l'initiative et de prodiguer des conseils et un appui technique aux pays participants. En commençant par soutenir deux pays pilotes, à savoir le Malawi et le Zimbabwe, l'initiative s'est progressivement développée et couvrira jusqu'à 35 des pays les plus vulnérables au changement climatique entre 2024 et 2026.

Le présent rapport annuel sur l'état d'avancement donne un aperçu du champ d'activités de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, des principaux processus et des principaux résultats obtenus dans le cadre de chaque composante technique au cours de l'année 2024. La première partie présente une vue d'ensemble des processus et des





principales étapes de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat . Dans la seconde partie, le rapport met en évidence les progrès réalisés dans le lancement et la mise en œuvre de l'initiative au niveau national. La troisième partie expose les résultats consolidés obtenus au cours de la période couverte par le rapport, conformément au cadre de résultats global. La quatrième partie présente les principaux efforts d'apprentissage et les réflexions des partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat et des pays bénéficiaires. Les cinquième et sixième parties font respectivement état de la portée mondiale de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat et de la collaboration avec d'autres partenaires, ainsi que des progrès importants réalisés dans le domaine de la gestion des risques. Le rapport s'achève par une prévision des principales activités prévues pour les 12 prochains mois.

## 1.2) Les composantes techniques et les objectifs

Pour atteindre le principal objectif de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat , qui aspire à renforcer les capacités des pays à intégrer l'adaptation au changement climatique et la viabilité environnementale dans leurs systèmes éducatifs, sept composantes interdépendantes de l'appui technique ciblé et adapté au contexte ont été identifiées et des objectifs ont été définis pour guider les activités de chaque composante :

- 1) **Des politiques et une planification fondées sur des données probantes** : renforcer la planification et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes pour les stratégies d'adaptation au changement climatique et de viabilité environnementale ;
- 2) **Une coordination intersectorielle et interne** : améliorer la coordination interministérielle et intra-ministérielle (entre les ministères de l'Éducation et les ministères chargés du changement climatique, de la gestion des risques de catastrophe et de la viabilité environnementale) ;
- 3) **L'accès au financement climatique** : aider les ministères de l'Éducation à accéder au financement pour l'action climatique afin d'intégrer le changement climatique dans le secteur de l'éducation ;
- 4) **Des données et des éléments concrets sur le changement climatique pour la planification et les politiques de l'éducation** : intégrer des données sur le changement climatique dans la gestion du secteur de l'éducation, notamment pour la collecte, l'harmonisation, l'analyse et l'usage des données portant sur le changement climatique au niveau national ;
- 5) **Des infrastructures plus sûres et plus vertes** : promouvoir des infrastructures scolaires plus sûres, plus vertes et plus résistantes ;
- 6) **La sécurité dans les écoles et la continuité éducative** : renforcer la mise en œuvre des stratégies de réduction des risques liés au changement climatique et de résilience, notamment des approches globales de la sécurité dans les écoles ; et
- 7) **Des programmes scolaires plus verts, des activités pédagogiques axées sur le climat et une formation pertinente des enseignants** : intégrer le changement



climatique dans les programmes scolaires, la pédagogie et la formation des enseignants.

Il incombera aux ministères de l'Éducation de déterminer laquelle de ces composantes sera prioritaire dans leurs situations respectives, en s'appuyant sur les discussions avec les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat .

### 1.3) Approche et processus

L'initiative utilise une approche par étapes qui s'articule comme suit :

- *La phase initiale* : l'objectif de cette étape est d'établir une base solide pour l'appui technique, en permettant aux équipes de projet de comprendre le contexte local et aux parties prenantes d'examiner les cadres en vigueur liés au changement climatique et à l'éducation, d'identifier les défis, les opportunités et les lacunes, et de s'aligner sur les initiatives en cours. À la fin de la phase initiale, les parties prenantes devraient avoir la même conception des besoins dans les sept composantes techniques énumérées ci-dessus.
- *L'élaboration d'un plan de travail national* : en s'appuyant sur les rapports initiaux et les rapports de la mission exploratoire, les pays participants travaillent en collaboration avec les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat pour élaborer un plan de travail chiffré qui comprend un ensemble d'activités dans une ou plusieurs des sept composantes techniques visant à renforcer la capacité du secteur de l'éducation à lutter contre les effets du changement climatique, et la description des rôles et des responsabilités pour la mise en œuvre de ces activités.
- *La mise en œuvre de l'appui technique* : une fois que le ministère de l'Éducation et le groupe local des partenaires de l'éducation ont approuvé le plan de travail, les activités d'appui technique sont mises en œuvre, pour un montant compris entre 400 000 et 700 000 dollars. Il convient de noter que les pays les plus vulnérables au changement climatique reçoivent en priorité ce financement. Des équipes nationales sont chargées de mettre en œuvre le projet.

Au lieu d'utiliser des méthodes de *suivi et d'évaluation* plus traditionnelles, l'initiative adopte une approche plus adaptée, basée sur l'*adaptation et l'apprentissage*, qui prend en compte les remarques des ministères de l'Éducation dans le cadre de l'« apprentissage par la pratique » et procède à des ajustements pour répondre aux besoins.



## LE PROCESSUS

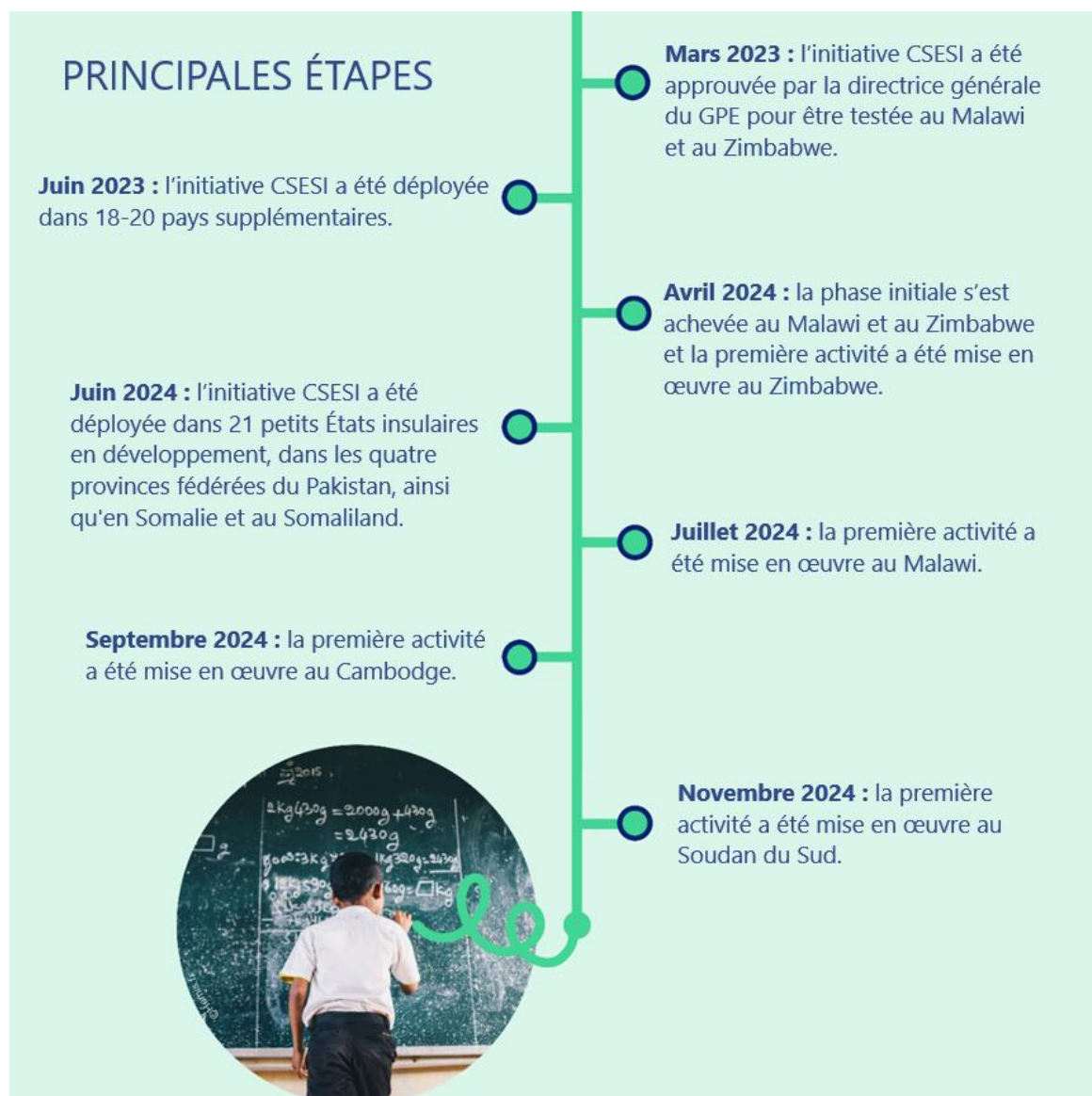


Source : IIPE-UNESCO, en s'appuyant sur les données du GPE.

Afin d'établir une base solide pour le processus de contextualisation, l'apprentissage inter-initiatives, une allocation plus efficace des ressources et des stratégies de mise en œuvre plus adaptées, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont sélectionné deux pays pour *tester l'initiative*, à savoir : le Zimbabwe et le Malawi. Ces pays ont été sélectionnés en fonction de leur implication dans la conception de l'initiative et ce choix a été approuvé par la directrice générale du GPE en mars 2023. Informé par la mise à l'essai et le processus de conception de l'initiative, le Conseil d'administration du GPE a accepté en juin 2023 de déployer cet appui à 18-20 pays supplémentaires, compte tenu de la demande de plus en plus forte et des besoins urgents des autres pays partenaires. Grâce à cet investissement initial, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont testé l'approche de la phase initiale dans les deux pays, qui s'est achevée en avril 2024. La mise en œuvre a débuté en avril 2024 au Zimbabwe et en juillet 2024 au Malawi.



## Les principales étapes



Source : IIPE-UNESCO, en s'appuyant sur les données du GPE.



## 2) Les progrès réalisés au niveau des pays

### 2.1) Aperçu des progrès réalisés par les pays bénéficiaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat

En 2024, 12 pays et deux régions avaient démarré l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat . Quatre pays (dont les deux pays pilotes) avaient commencé la mise en œuvre, cinq pays et deux régions avaient des plans de travail en cours d'élaboration et d'approbation, et quatre autres pays avaient démarré la phase initiale. Toutes ces informations figurent dans le tableau 2.1. ci-dessous.

**Tableau 2.1. : Aperçu des progrès réalisés au niveau des pays dans le cadre de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat en 2024**

	Pays/région	Démarrage de la phase initiale	Plan de travail en cours d'élaboration et d'approbation	Démarrage de la mise en œuvre
1	Zimbabwe			
2	Malawi			
3	Cambodge			
4	Soudan du Sud			
5	Éthiopie			
6	PEID du Pacifique			
7	PEID des Caraïbes et Guyana			
8	Madagascar			
9	Bangladesh			
10	Somalie (Somaliland)			
11	RDP lao			
12	Népal			
13	Pakistan			
14	Somalie			
15	Mozambique			
16	Tchad			
17	Cabo Verde			
18	Comores			
19	Maldives			
20	Timor-Leste			
21	Haïti			
22	Sao Tomé-et-Principe			



Les parties suivantes donnent un aperçu et les points forts des progrès réalisés par les pays dans les différentes étapes du processus, en commençant par les pays qui sont les plus avancés dans le processus.

## **2.2) Aperçu et points forts des progrès réalisés dans la mise en œuvre**

En 2024, quatre pays ont commencé à mettre en œuvre l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, une fois que leur plan de travail avait été approuvé :

- Zimbabwe (plan de travail approuvé : mars 2024, première activité de mise en œuvre : avril 2024) ;
- Malawi (plan de travail approuvé : avril 2024, première activité de mise en œuvre : juillet 2024) ;
- Cambodge (plan de travail approuvé : avril 2024, première activité de mise en œuvre : septembre 2024) ;
- Soudan du Sud (plan de travail approuvé : septembre 2024, première activité de mise en œuvre : novembre 2024).

Avec le soutien des partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, les quatre pays ont cherché à mettre en œuvre des plans de travail complets, intégrant les sept composantes techniques de manière interdépendante. Dans les quatre pays, il est évident que savoir comprendre et analyser les risques, puis réaliser et appliquer une analyse des risques climatiques, sont des compétences essentielles appréciées par les parties prenantes nationales, qui se sentent plus aptes à jouer un rôle dans l'intégration de l'adaptation au changement climatique et le renforcement de la résilience de leurs systèmes éducatifs respectifs face aux changements climatiques. Ces derniers, ainsi que d'autres points forts, sont présentés dans les parties suivantes.

## **Zimbabwe**

### **Aperçu du plan de travail du Zimbabwe**

*Date d'approbation du plan de travail : mars 2024*

*Date de démarrage de la mise en œuvre : avril 2024*

Le plan de travail qui a été approuvé prévoit toute une série d'activités visant à renforcer la résilience du secteur de l'éducation aux effets du changement climatique.

*Les principales activités consistent à :*

- réaliser une analyse des risques climatiques pour le secteur de l'éducation ;
- améliorer la coordination intersectorielle pour garantir que l'éducation est effectivement intégrée dans les processus de politique et de planification climatiques et faciliter l'accès au financement de l'action climatique ;
- renforcer l'accès aux données climatiques et les outils de collecte des données ;
- intégrer les problématiques du changement climatique dans les normes d'infrastructures scolaires ; et



- intégrer le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et l'éducation au développement durable dans les processus de révision des programmes scolaires, ainsi que soutenir l'élaboration de matériel d'apprentissage sur ces sujets.

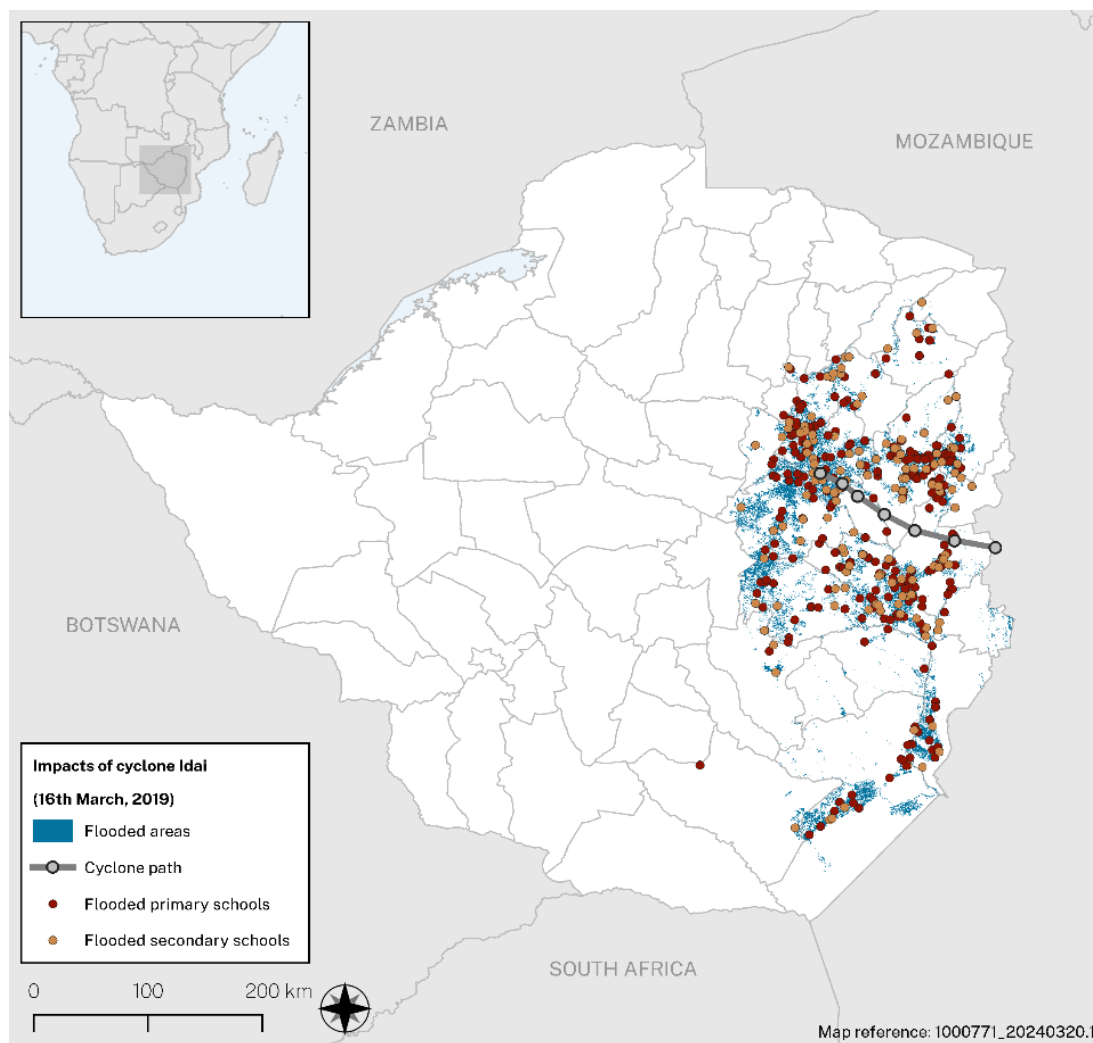
En décembre 2024, sept activités avaient été lancées et mises en œuvre au Zimbabwe. Toutes les activités devraient être clôturées en mars 2025.

### Contexte

Le profil climatique du Zimbabwe, qui se caractérise par des températures en hausse, des précipitations irrégulières et des sécheresses fréquentes, représente des menaces importantes pour le secteur de l'éducation. Les sécheresses, considérées comme étant le facteur de stress climatique le plus important, ont des effets dévastateurs sur l'agriculture et la disponibilité de l'eau, ce qui aggrave les difficultés économiques de nombreux ménages. Par ailleurs, l'emplacement géographique du Zimbabwe, sous les tropiques, le rend vulnérable aux effets du changement climatique, notamment en raison de l'instabilité des régimes pluviométriques. La carte ci-dessous, qui donne une vue d'ensemble des écoles primaires et secondaires qui ont été inondées par le cyclone Idai en 2019, illustre à quel point ces effets peuvent se répercuter sur le système éducatif, et constitue un argument de poids pour investir dans des initiatives visant à renforcer la résilience du secteur de l'éducation (cf. la carte ci-dessous).

### ***Les effets du cyclone Idai sur les écoles primaires et secondaires du Zimbabwe en 2019***





Sources : Estimations du personnel de l'IPIE-UNESCO. Frontières officielles du Zimbabwe d'après le programme des Nations Unies sur les limites/divisions administratives de deuxième niveau (2024). Frontières internationales officielles de la Section de l'information géospatiale des Nations Unies (2023). Données du Centre satellitaire des Nations Unies (UNOSAT).

Remarque : La carte représente les écoles en 2023. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du GPE, des Nations Unies, de Save the Children, de l'UNESCO ou de l'IPIE-UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

La mise en œuvre de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat au Zimbabwe en 2024 traduit la détermination du gouvernement zimbabwéen à intégrer l'adaptation au changement climatique et la viabilité environnementale dans la planification sectorielle de l'éducation. Il s'agit d'une étape importante pour bâtir un système éducatif plus résilient et soutenir les enseignants et les apprenants avec les outils et les connaissances nécessaires pour lutter efficacement contre le changement climatique. Certains points forts du processus de mise en œuvre sont présentés ci-dessous.

#### *Savoir comprendre et analyser les risques climatiques*

Très tôt, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat et les représentants du gouvernement ont identifié qu'il était nécessaire de renforcer en priorité les compétences des principales parties prenantes pour identifier les facteurs de stress climatiques et analyser leurs effets sur le système éducatif zimbabwéen. Deux ateliers de formation ont été organisés en avril et juin 2024 et ont rassemblé divers groupes de parties





prenantes, dont des planificateurs de l'éducation et des responsables du développement des infrastructures au niveau provincial, ainsi que des représentants d'autres ministères et des partenaires clés des Nations Unies et des organisations non gouvernementales.



Les participants à l'atelier sur l'analyse des risques liés au changement climatique à Harare posent tous ensemble sous le soleil pour une photo de groupe. IIPÉ-UNESCO/Mathilde Tréguier.

En plus de travailler sur le développement de leurs compétences, les participants ont évalué les capacités actuelles pour faire face aux perturbations provoquées par le changement climatique et ont mis au point des stratégies visant à garantir la continuité éducative, en particulier dans les régions vulnérables. Les participants ont identifié des lacunes en termes de capacité qui entravent l'accès aux écoles, notamment un manque de ressources pour moderniser et entretenir les infrastructures scolaires, ce qui entraîne une détérioration rapide des infrastructures et des environnements d'apprentissage dangereux. En termes de gestion, ils ont constaté que s'il existe des initiatives prometteuses telles que le plan de gestion des risques de catastrophes et de résilience pour le secteur de l'éducation 2021-2023, qui vise à améliorer la préparation aux catastrophes et les interventions en cas de catastrophe, des lacunes subsistent au niveau du financement et de la mise en œuvre. Parmi ces lacunes figurent, par exemple, la dépendance à l'égard des dossiers scolaires et des principaux registres au format papier, qui risquent davantage d'être détruits lors de catastrophes naturelles, et l'inaccessibilité des écoles pendant et après les phénomènes climatiques, ce qui entrave la poursuite de la gestion et des inspections de routine. En mettant l'accent sur la collaboration intersectorielle et l'apprentissage entre pairs, ces ateliers de formation ont favorisé l'émergence d'une vision commune pour relever les défis du changement climatique dans le domaine de l'éducation.







**Témoignage de Samulo Mutale, chargé de recherche en éducation au ministère de l'Enseignement primaire et secondaire du Zimbabwe, sur l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat**

*« Participer à l'atelier d'analyse des risques liés au changement climatique m'a permis d'élargir mes connaissances, notamment sur des domaines qui m'étaient jusqu'alors inconnus », a déclaré M. Mutale à l'occasion d'un atelier à Harare en octobre 2024. « Cet atelier m'a été très utile. J'y ai appris notamment à repérer et à analyser les risques que représente le changement climatique pour l'éducation, ce qui m'a permis d'en comprendre les répercussions sur l'équité, l'accès et la qualité de l'éducation ainsi que sur la gestion du système éducatif. »*

*Identifier les besoins en matière de données et favoriser une prise de décision fondée sur des données probantes*

Après les ateliers de formation dans le domaine de l'analyse des risques liés au changement climatique, une série de concertations entre les parties prenantes s'avérait nécessaire et a été organisée en juin 2024. L'objectif était de recenser tous les outils de collecte de données pertinents et les ensembles de données existants permettant d'évaluer les effets des risques liés au climat sur le secteur de l'éducation, ou de suivre les stratégies et les mesures prises par les parties prenantes du secteur de l'éducation pour lutter contre ces effets. À la suite de ces concertations, une séance de travail spécialisée a eu lieu en octobre 2024 avec les représentants des principaux ministères impliqués dans la collecte et la gestion des données sur l'éducation et le changement climatique, ainsi qu'avec les principaux partenaires des Nations Unies et des organisations non gouvernementales. Durant la séance, les participants ont confirmé les besoins en matière de données identifiés précédemment, examiné dans quelle mesure les outils existants pourraient les couvrir et discuté des moyens d'améliorer l'interopérabilité entre les différents producteurs de données, ainsi que la coordination et le partage des données entre les différentes parties prenantes.

**Parcours de réussite : Mettre les compétences en pratique pour façonner l'approche du Zimbabwe en matière d'adaptation au changement climatique**

Les résultats de ces ateliers façonnent déjà l'approche du Zimbabwe en matière d'adaptation au changement climatique dans l'éducation. Outre le développement des compétences des participants, les ateliers ont abouti à un résultat concret : la réalisation d'une analyse des risques climatiques pour le secteur de l'éducation, qui a été soumise à l'approbation du gouvernement et des partenaires le 5 août 2024 et officiellement endossée depuis. Élaborée dans le cadre d'un processus participatif, cette analyse des risques offre une compréhension globale des principaux risques climatiques du pays, de leurs effets potentiels sur le système éducatif, ainsi que des capacités existantes pour les atténuer. Cette analyse des risques constituera une ressource essentielle pour aider le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire à comprendre ses principales lacunes



en termes de capacités, par exemple en identifiant les moyens dont dispose le pays pour améliorer ses outils de collecte de données sur l'éducation.

### *Renforcer la coordination interministérielle et intégrer l'éducation dans les financements de l'action climatique en cours*

En septembre 2024, des réunions et un atelier de coordination intersectorielle ont été organisés avec les organismes des Nations Unies concernés, des représentants du ministère de l'Enseignement primaire et secondaire et d'autres secteurs du gouvernement, ainsi que d'autres parties prenantes clés du secteur de l'éducation et du changement climatique, dans le but :

- d'identifier les forums de coordination sur le changement climatique et les points d'entrée potentiels, et obtenir des informations sur les mesures concrètes que le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire pourrait prendre pour intégrer le changement climatique dans le plan national d'adaptation (PNA), les mécanismes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et les financements de l'action climatique en cours ;
- de garantir que l'éducation est intégrée dans les processus de la CCNUCC et les PNA par le biais d'une coordination intersectorielle.

Les participants ont entrepris des activités de groupe et ont examiné le PNA, la CCNUCC et les processus de la Conférence des Parties (COP), dans le but de renforcer le rôle du ministère de l'Enseignement primaire et secondaire dans la coordination de l'éducation climatique. Ils ont établi des listes de forums de coordination existants, discuté de leur structure, de leur mandat et de leurs lacunes, avant de se pencher sur le PNA du Zimbabwe. Ces discussions ont été suivies d'un panel sur les échanges interministériels afin de définir les rôles et les responsabilités pour soutenir les efforts déployés par le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire en matière de coordination de l'éducation au changement climatique, de mécanismes de la CCNUCC et de financements de l'action climatique en cours.

### **Parcours de réussite : Améliorer la coordination intersectorielle et établir une feuille de route pour accéder au financement de l'action climatique et intégrer l'éducation dans la prochaine stratégie du Fonds vert pour le climat**

Les réunions et l'atelier se sont achevés sur un sentiment de réussite, dès lors que les participants ont élaboré une feuille de route et identifié les principaux problèmes et les lacunes en termes de capacités. Les participants ont également proposé des plans concrets pour garantir que l'éducation est intégrée dans les initiatives de lutte contre le changement climatique. Une enquête réalisée après l'atelier a révélé que les participants avaient acquis beaucoup de nouvelles connaissances, puisque leurs notes se sont améliorées en passant de 75 % à 90 %. À la suite de ces sessions, le secrétaire permanent, les chargés de liaison et le personnel du ministère de l'Enseignement primaire et secondaire se sont engagés à lancer une feuille de route pour le financement de l'action climatique au



cours du premier trimestre 2025. Pour soutenir ces efforts, *Save the Children* a préparé un document de synthèse sur les mécanismes de financement de l'action climatique qui fournit des conseils au ministère de l'Enseignement primaire et secondaire sur l'accès au financement de l'action climatique. Des réunions bilatérales ont été organisées en décembre 2024 avec les principaux acteurs du financement de l'éducation et du changement climatique au Zimbabwe, dans le but d'affiner les priorités du secteur de l'éducation et d'établir une feuille de route pour le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire, afin d'accéder au financement de l'action climatique et d'intégrer l'éducation dans la prochaine stratégie du Fonds vert pour le climat qui sera élaborée en janvier 2025.

#### *Intégrer des normes de qualité qui tiennent compte du changement climatique dans les outils d'inspection scolaire nationaux*

Grâce à l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire s'efforce de définir et de contextualiser des normes scolaires qui tiennent compte du changement climatique, en s'appuyant sur la dynamique du travail du Partenariat pour une éducation verte et les efforts récemment déployés pour moderniser les processus d'inspection scolaire afin qu'ils portent sur la qualité de l'éducation plutôt que sur la conformité. Dans le cadre de cette activité, l'UNESCO et le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire ont coanimé une séance de travail de deux jours en octobre 2024, qui a réuni des participants de divers ministères, de l'UNICEF, d'organisations de la société civile et d'inspecteurs au niveau local, pour élaborer une liste minimale de normes de qualité qui tiennent compte du changement climatique pour les écoles au Zimbabwe.

Le document intitulé « Normes de qualité des écoles vertes » a pour but de fournir aux parties prenantes du secteur de l'éducation, notamment aux décideurs politiques, aux inspecteurs scolaires, aux chefs d'établissement et aux enseignants, un cadre commun pour bâtir des écoles résistantes au changement climatique. Une fois approuvées par les parties prenantes, ces normes contextualisées seront endossées et diffusées dans les écoles par le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire. Les chefs d'établissement et les inspecteurs seront formés pour les comprendre, les appliquer et les promouvoir. Pour les chefs d'établissement et les enseignants, ces normes offrent des mesures claires et concrètes pour intégrer la viabilité et la lutte contre le changement climatique dans tous les aspects de la vie quotidienne de l'école, de la gestion à l'enseignement.

**L'OBJECTIF EST DE Doter les écoles des outils nécessaires  
pour favoriser un environnement éducatif prêt à  
affronter les changements climatiques, adapté aux  
propres ressources et contexte de leur établissement.**



Pour les inspecteurs scolaires, les normes seront appliquées par le biais des outils d'inspection des écoles, et ils seront formés dans ce domaine pour s'assurer qu'ils peuvent évaluer les écoles et les aider à devenir résilientes face au changement climatique. Les inspecteurs se serviront des normes pour évaluer les progrès réalisés, prodiguer des conseils et garantir une progression continue.

#### *Adapter la formation des enseignants et le programme d'enseignement national au changement climatique*

---

Outre la mise en place de normes qui tiennent compte du changement climatique dans les écoles, pour pouvoir efficacement renforcer la résilience du système éducatif et permettre aux enseignants et aux apprenants de devenir des citoyens qui s'adaptent au changement climatique, il convient d'accorder une attention particulière au contenu lié au changement climatique, le cas échéant, qui est enseigné et à la manière dont ce contenu est enseigné. C'est la raison pour laquelle le gouvernement et les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont décidé d'examiner et de réviser en priorité la formation des enseignants et les programmes scolaires nationaux, ainsi que les ressources didactiques et pédagogiques.

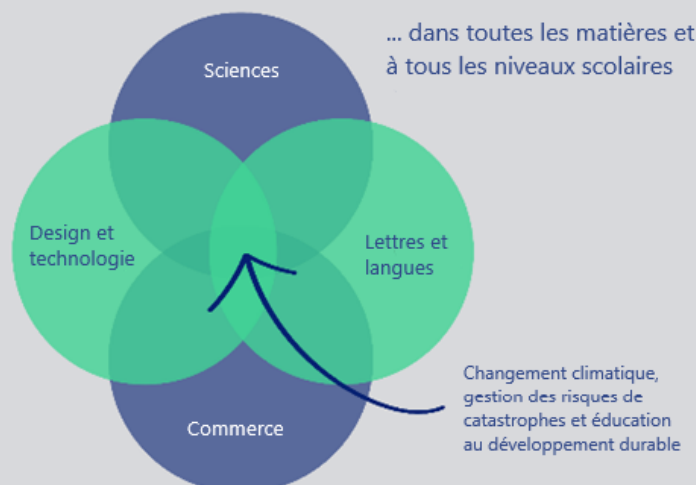
En s'appuyant sur le Guide de l'UNESCO sur l'écologie dans les programmes scolaires, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont soutenu une analyse comparative des programmes de formation des enseignants dans plusieurs disciplines, dont les arts, les sciences humaines, les matières pratiques et les sciences, en mettant l'accent sur le contenu, la pédagogie et l'évaluation. L'analyse a permis d'identifier les lacunes et les opportunités et de formuler des recommandations concrètes pour adapter la formation des enseignants au changement climatique en intégrant des sujets essentiels liés au climat.

L'UNESCO a également aidé le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire à réviser le programme d'enseignement national lorsqu'il est passé au cadre du programme d'études fondé sur le patrimoine (2024-2030) et à revoir certains programmes et supports pédagogiques en vigueur, en utilisant les ressources du Partenariat pour une éducation verte et de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat. Par conséquent, le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire a intégré le changement climatique, la gestion des risques de catastrophe et l'éducation au développement durable en tant que principaux thèmes dans toutes les matières du programme, comme le montre la figure ci-dessous.





## La lutte contre le changement climatique, concept transversal ...



Source : UNESCO

Après chaque examen, l'UNESCO et le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire ont réuni les parties prenantes pour assister à deux ateliers de cocréation. Un premier atelier, qui a été organisé en juillet 2024, s'est penché sur les connaissances et les stratégies pour adapter la formation des enseignants au changement climatique, et un second atelier consacré à l'élaboration de matériels didactiques et pédagogiques sur le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et l'éducation au développement durable a eu lieu en novembre 2024.

Pour se préparer, les animateurs-formateurs ont participé à deux sessions de formation en ligne

dispensées par *Unbounded Associates* sur les stratégies d'adaptation au changement climatique pour les planificateurs de programmes scolaires et sur l'élaboration de matériel axé sur l'apprenant sur le changement climatique pour les jeunes élèves.

### **Parcours de réussite : Utiliser des ateliers de cocréation pour mieux adapter la formation des enseignants et du matériel pédagogique au changement climatique**

En juillet 2024, 70 participants, dont des représentants des ministères de l'Enseignement primaire et secondaire et de l'Enseignement supérieur et tertiaire, ainsi que des experts dans les domaines de l'éducation au développement durable, du changement climatique et de la réduction des risques de catastrophe, et des professeurs d'universités et d'écoles normales des instituteurs, se sont réunis pour un atelier de cocréation visant à adapter la formation initiale des enseignants du primaire et du secondaire au changement climatique. Deux ateliers distincts pour la formation des enseignants du primaire et du secondaire étaient prévus au départ mais ces derniers ont été rassemblés dans le but de minimiser les coûts, ce qui a également permis d'assurer la continuité dans l'enseignement primaire et secondaire. Grâce à ces ateliers, les participants ont pu : 1) acquérir une compréhension commune de l'importance des aspects de l'adaptation au changement climatique (le changement climatique, l'éducation au développement durable et la réduction des risques de catastrophe) dans la formation des enseignants ; 2) échanger des stratégies théoriques,



et pédagogiques pour renforcer ces aspects en accord avec le nouveau cadre du programme d'études fondé sur le patrimoine ; et 3) engager le processus d'intégration des éléments d'adaptation au changement climatique dans le programme de formation des enseignants.

En novembre 2024, 40 participants, dont des enseignants, des spécialistes des programmes scolaires et des formateurs d'enseignants, se sont réunis pour cocréer des supports didactiques et pédagogiques afin de mieux intégrer les aspects de l'adaptation au changement climatique dans les salles de classe. En s'inspirant de projets de matériel partagés avec eux avant l'atelier, les participants ont profité de la session pour élaborer des cahiers d'activités pour le développement de la petite enfance A (4-5 ans), le développement de la petite enfance B (6 ans), les 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années, et les 3<sup>ème</sup> à 7<sup>ème</sup> années. Les versions préliminaires élaborées par les participants ont ensuite été partagées avec les consultants internationaux pour obtenir leurs commentaires.

Les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat soutiendront un essai pilote dans des écoles sélectionnées en février et mars 2025, afin d'évaluer l'efficacité et la facilité d'utilisation de la version préliminaire des supports pédagogiques et didactiques élaborés lors de l'atelier de cocréation. L'objectif est de recueillir les commentaires des apprenants et des enseignants pendant la phase pilote pour pouvoir ensuite perfectionner les supports, s'assurer qu'ils s'alignent sur le programme d'études fondé sur le patrimoine et résoudre les éventuels problèmes qui pourraient survenir avant d'être déployés totalement.

Par ailleurs, une évaluation de l'intégration du changement climatique, de la réduction des risques de catastrophe et de l'éducation au développement durable dans la formation des enseignants sera effectuée avant mars 2025. En raison de contraintes budgétaires, cette évaluation sera réalisée en ligne, et un soutien supplémentaire sera mis à la disposition des centres de formation des enseignants sous forme de séminaires en ligne. L'évaluation permettra de déterminer les meilleures pratiques, les points à améliorer et les stratégies à mener pour pouvoir mieux réaliser les objectifs, en orientant la prise de décision et en encourageant la responsabilisation.

## Malawi

### Aperçu du plan de travail du Malawi

*Date d'approbation du plan de travail : avril 2024*

*Date de démarrage de la mise en œuvre : juillet 2024*

Le plan de travail approuvé décrit un ensemble d'activités visant à renforcer la capacité du secteur de l'éducation à lutter contre les effets du changement climatique.

*Les principales activités consistent à :*

- réaliser une analyse des risques climatiques pour le secteur de l'éducation ;





- élaborer une stratégie de lutte contre le changement climatique renforcée pour le secteur de l'éducation et intégrer l'éducation dans le plan national d'adaptation ;
- se concentrer sur les données climatiques pour guider la planification ;
- intégrer les risques climatiques dans les politiques d'infrastructures scolaires ;
- élaborer des procédures opérationnelles permanentes pour favoriser la sécurité dans les écoles et la continuité éducative ;
- faciliter l'accès au financement de l'action climatique et améliorer la coordination intersectorielle ; et
- aider le ministère de l'Éducation à intégrer le changement climatique dans les principaux cadres d'enseignement, les normes et les programmes scolaires.

En décembre 2024, sept activités sur treize avaient été lancées et mises en œuvre au Malawi. Toutes les activités devraient être clôturées à la fin de l'année 2025.



### Contexte

Le Malawi doit faire face à une multitude d'aléas climatiques, notamment des inondations, des sécheresses, des vagues de froid, des vagues de chaleur, des vents violents et des orages, qui peuvent avoir des effets dévastateurs sur le système éducatif du pays. Ces dernières années, le gouvernement s'est inquiété de la récurrence des inondations et des sécheresses, qui touchent particulièrement les communautés rurales pauvres, dès lors qu'elles engendrent notamment une plus grande insécurité alimentaire, et une plus forte incidence des maladies et de la pollution. Par conséquent, le gouvernement malawien a lancé plusieurs stratégies et initiatives visant à lutter contre le changement climatique et à renforcer la résilience dans de nombreux secteurs, dont celui de l'éducation. La mise en œuvre de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat au Malawi en 2024 constitue une étape importante dans l'intégration de l'adaptation au changement climatique et la construction d'un système éducatif plus résilient qui profite aux apprenants et à leurs communautés. Certains points forts du processus de mise en œuvre de l'année dernière sont présentés ci-dessous.

### *Réaliser une analyse de la vulnérabilité et des risques climatiques pour le secteur de l'éducation*

Conscients de la nécessité de disposer d'une analyse complète mais nuancée des risques climatiques pour orienter la planification de l'éducation, les représentants du gouvernement et les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont décidé de renforcer en priorité les capacités dans ce domaine. Par conséquent, deux ateliers de formation ont été organisés en juillet et octobre 2024, et ont réuni diverses parties prenantes, notamment des représentants du ministère de l'Éducation, du département des affaires de gestion des catastrophes, du groupe local des partenaires de l'éducation et du Cluster éducation, dont les organismes des Nations Unies et les organisations non gouvernementales concernées.



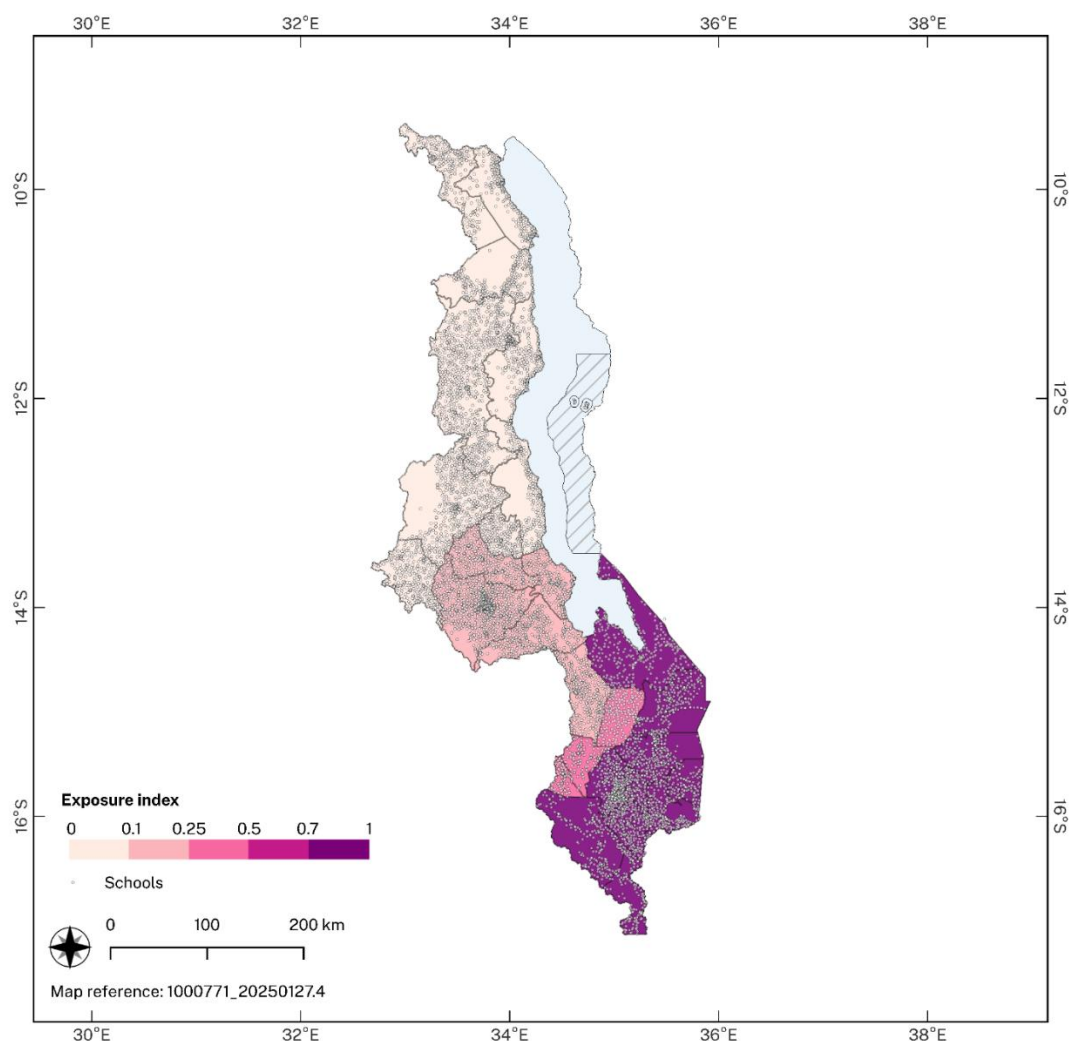
### **Parcours de réussite : Renforcer les capacités d'analyse des risques climatiques**

Grâce à ces ateliers, les participants ont renforcé leurs capacités à identifier les facteurs de stress climatiques et à évaluer leurs effets sur le système éducatif malawien. Les participants ont également collaboré pour identifier et évaluer les capacités actuelles à faire face aux perturbations provoquées par le changement climatique dans le pays. Les précieuses connaissances acquises durant ces ateliers servent actuellement à élaborer une analyse des risques climatiques pour le secteur de l'éducation. Une fois finalisée, cette analyse servira à orienter les prises de décisions fondées sur des données probantes pour lutter contre les effets du changement climatique, notamment en aidant à planifier l'adaptation au changement climatique et la viabilité environnementale. Les résultats de l'analyse des risques orienteront également d'autres activités qui seront mises en œuvre dans le cadre de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, telles que l'inclusion de l'éducation dans le prochain plan national d'adaptation (PNA) du pays et l'élaboration d'une stratégie de lutte contre le changement climatique renforcée pour le secteur de l'éducation.

L'analyse des risques climatiques était en cours d'élaboration au moment de la rédaction du présent rapport, mais les premiers résultats ont permis d'identifier les régions et les districts les plus touchés et de comprendre les effets des phénomènes météorologiques extrêmes sur l'éducation des enfants au Malawi. L'analyse met en évidence les différentes façons dont le changement climatique entrave l'accès, la qualité et la gestion de l'éducation, et souligne que le changement climatique aggravera encore plus les inégalités qui subsistent dans le pays. Afin de mieux comprendre l'exposition des différentes régions du Malawi aux principaux risques au cours des cinq dernières années, un indice composite d'exposition a été créé pour mesurer l'exposition aux sécheresses, aux températures extrêmes et aux inondations, en concertation avec le ministère de l'Éducation et le département des affaires de gestion des catastrophes. La carte ci-dessous présente les résultats de l'indice d'exposition, et montre que les districts de la région du sud sont les plus exposés à ce genre de phénomènes.



## Indice d'exposition aux risques par district au Malawi, 2017-2022



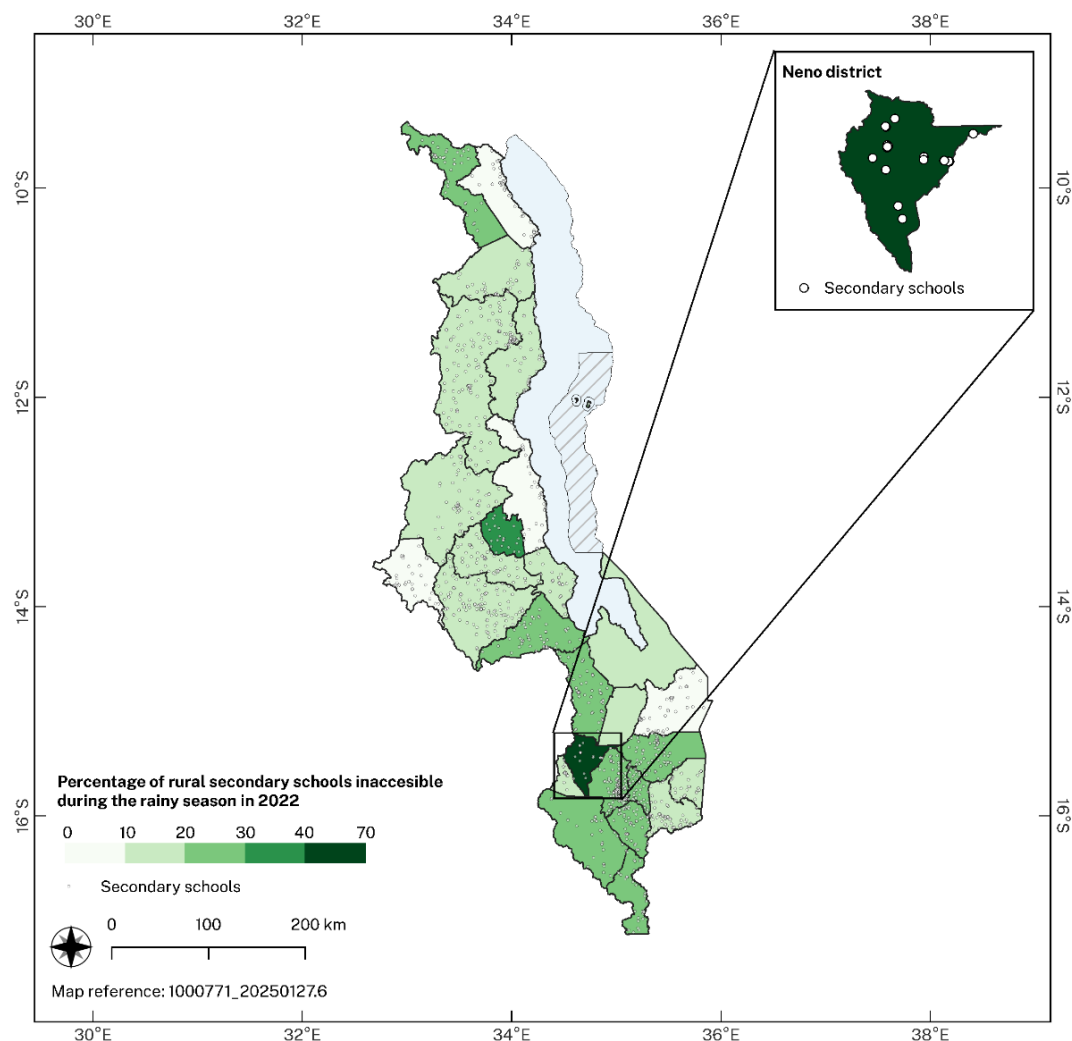
Sources : Estimations du personnel de l'IIPE-UNESCO. Frontières officielles du Malawi d'après le programme des Nations Unies sur les limites/divisions administratives de deuxième niveau (2024). Frontières internationales officielles de la Section de l'information géospatiale des Nations Unies (2023), données de l'indice de précipitations et d'évapotranspiration normalisé (SPEI) et de l'ERA 5, données du SIGE.

Remarque : L'indice d'exposition varie de 0 à 1, indiquant qu'un district est fortement exposé à ces phénomènes. La carte représente les écoles en 2024. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part des Nations Unies, de l'UNESCO ou de l'IIPE-UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

L'analyse préliminaire montre également que les inondations endommagent les routes et les infrastructures, ce qui entrave l'accès aux écoles. Par exemple, bien que 80 % des établissements secondaires soient situés en zone rurale, la saison des pluies de 2022 a rendu 19 % des établissements secondaires inaccessibles. Dans le seul district de Neno, 70 % des écoles secondaires rurales sont devenues inaccessibles, rendant la scolarisation des élèves extrêmement difficile (cf. carte ci-dessous).



## Pourcentage d'écoles secondaires rurales inaccessibles pendant la saison des pluies de 2022, par district au Malawi



Sources : Estimations du personnel de l'IPIE-UNESCO. Frontières officielles du Malawi d'après le programme des Nations Unies sur les limites/divisions administratives de deuxième niveau (2024). Frontières internationales officielles de la Section de l'information géospatiale des Nations Unies (2023), données du SIGE.

Remarque : La carte représente les écoles secondaires rurales en 2024. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part des Nations Unies, de l'UNESCO ou de l'IPIE-UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

L'analyse des risques examine également de plus près les conséquences des phénomènes météorologiques extrêmes sur l'éducation, par exemple les taux d'abandon scolaire plus élevés. Elle montre que le changement climatique affecte la qualité de l'éducation de plusieurs façons, notamment en endommageant et en détruisant le matériel pédagogique et didactique, et en provoquant la fermeture des écoles, ce qui compromet la continuité éducative. L'analyse souligne que le changement climatique compromet la gestion efficace du système éducatif, dès lors qu'il menace les ressources disponibles et perturbe l'administration scolaire. Elle montre également les effets considérables du changement climatique sur l'équité, et les conséquences particulièrement graves pour les groupes vulnérables tels que les filles, les enfants en situation de handicap et les orphelins. Alors que



les phénomènes météorologiques extrêmes sont de plus en plus fréquents au Malawi, l'analyse fait valoir l'importance de mettre en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique dans le secteur de l'éducation.

#### *Intégrer le changement climatique dans les mécanismes de coordination sectorielle de l'éducation*

---

Afin de renforcer la coordination entre les différents ministères de tutelle, *Save the Children Malawi* et les directeurs des ministères de l'Éducation et des Ressources naturelles et du Changement climatique se sont réunis pour participer à une série de réunions afin d'élaborer un plan de mise en œuvre détaillé pour les activités relatives à la coordination, à la sécurité dans les écoles, aux infrastructures et au financement de l'action climatique. Ce plan de travail prévoyait d'élaborer un cahier des charges détaillé pour chaque activité de cette composante, qui doit être approuvé par le ministère de l'Éducation, et de définir les membres du comité qui sélectionneront les consultants pour certaines de ces activités. Les participants à la réunion ont également discuté du processus du PNA et de la manière d'y intégrer l'éducation.

#### *Renforcer l'intégration du changement climatique dans les programmes scolaires et la pédagogie*

---

Dans le cadre du soutien octroyé aux programmes scolaires et à la formation des enseignants, notamment les activités liées à l'intégration du « Guide de l'UNESCO sur l'écologie dans les programmes scolaires » dans le programme d'enseignement national du Malawi, et de l'élaboration de directives pour les centres de formation des enseignants, deux experts locaux spécialisés dans les programmes scolaires et l'enseignement ont été recrutés et seront rejoints par un expert international en programmes scolaires (qui devrait entrer en fonction en janvier 2025). Avec le soutien d'une équipe de consultants internationaux et en s'appuyant sur le « Guide de l'UNESCO sur l'écologie dans les programmes scolaires » et d'autres ouvrages de référence mondiaux, ces experts entreprennent un examen complet du programme d'enseignement et élaborent des supports pédagogiques. Ils réalisent également une analyse comparative du cadre des programmes scolaires en vigueur par rapport aux résultats d'apprentissage, en se penchant particulièrement sur le contenu, la pédagogie et les évaluations.

La première séance de travail en présentiel pour examiner le programme d'enseignement, sélectionner les résultats d'apprentissage à intégrer en priorité dans le cadre du projet et identifier les lacunes et les opportunités, notamment en ce qui concerne l'élaboration du matériel pédagogique nécessaire, a eu lieu au début du mois de mars 2025. La documentation des activités existantes et possibles en classe dans les principales matières « porteuses » (par exemple, les sciences, la technologie, l'agriculture, l'art et les langues) et les activités extrascolaires (par exemple, la plantation d'arbres, les concours d'écriture et les sorties scolaires) sera abordée. Deux autres séances de travail suivront : la première séance servira à approuver les programmes mis à jour et le modèle d'école conçu, et la





seconde séance sera destinée à former le personnel des centres de formation des enseignants.

## Cambodge

### Aperçu du plan de travail du Cambodge

*Date d'approbation du plan de travail : avril 2024*

*Date de démarrage de la mise en œuvre : septembre 2024*

Le plan de travail approuvé décrit un ensemble d'activités visant à renforcer la résilience du secteur de l'éducation face aux effets du changement climatique.

*Les principales activités consistent à :*

- réaliser une analyse des risques climatiques dans le secteur de l'éducation ;
- élaborer un plan opérationnel pour l'adaptation au changement climatique dans le secteur de l'éducation ;
- renforcer les capacités du ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports à suivre les effets du changement climatique sur l'éducation au niveau de l'école et à utiliser et analyser les données climatiques nécessaires à la prise de décision dans le secteur de l'éducation ;
- examiner et améliorer la coordination entre les ministères et entre les organismes, et examiner et identifier les mécanismes de financement de l'action climatique éligibles ;
- regrouper les ressources de gestion des risques de catastrophes dans un cadre standard et des directives pour les écoles, et renforcer la sensibilisation et la capacité de mise en œuvre des parties prenantes ; et
- intégrer le changement climatique et le développement durable dans les programmes scolaires et la formation des enseignants, en identifiant les priorités et en élaborant les moyens de formation.

En décembre 2024, deux activités avaient été lancées et mises en œuvre au Cambodge. Toutes les activités devraient être clôturées en septembre 2025.

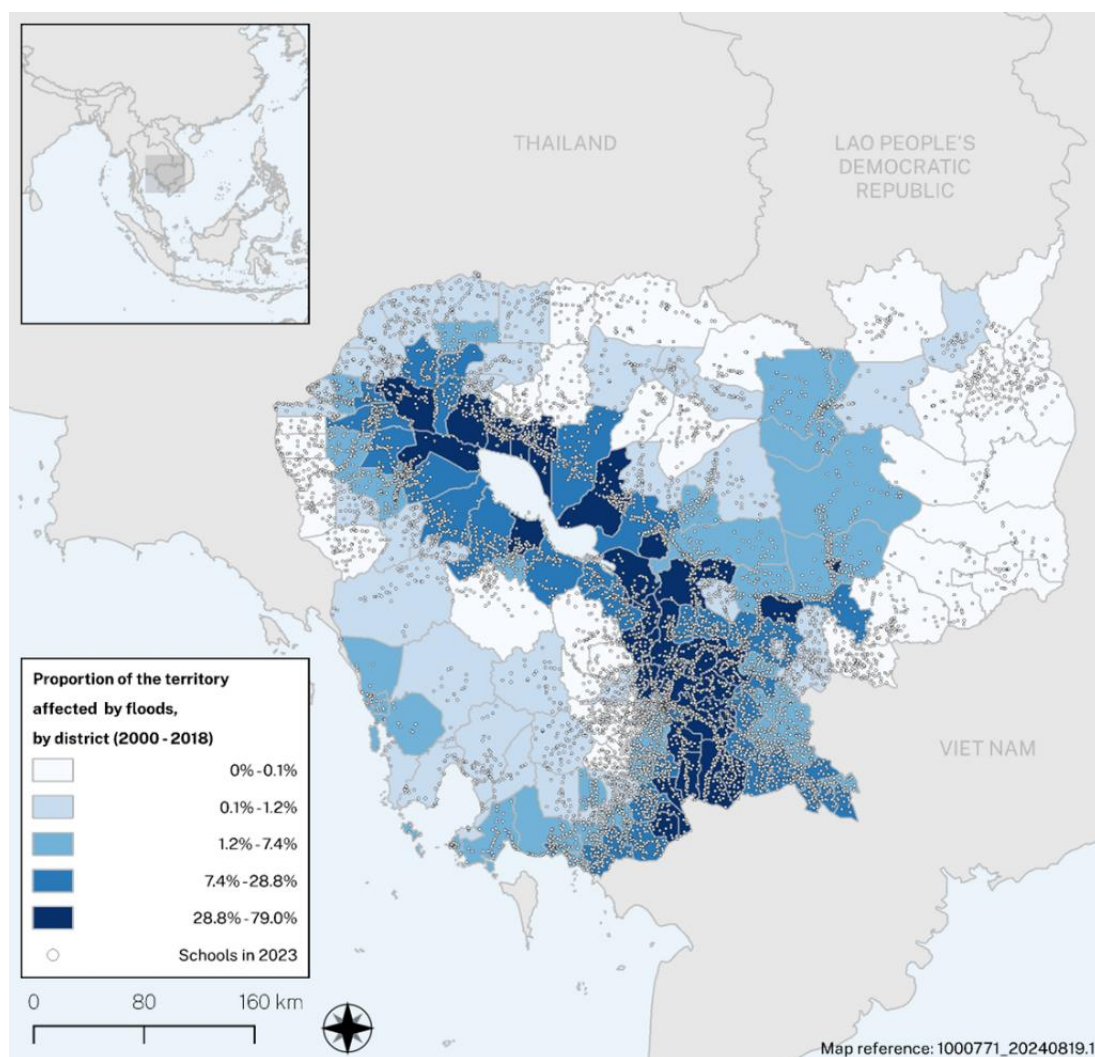
### Contexte

Le Cambodge est de plus en plus vulnérable aux effets du changement climatique, dès lors que les catastrophes et les risques climatiques sont plus fréquents et plus graves ces dernières années, notamment les sécheresses et les inondations. La carte ci-dessous, qui donne un aperçu de la proportion du territoire cambodgien touché par les inondations entre 2000 et 2018 et de l'emplacement des écoles, illustre de manière remarquable la vulnérabilité des écoles face aux aléas climatiques et aux catastrophes, et montre qu'il est urgent d'investir dans le renforcement de la résilience du secteur de l'éducation.





## Proportion du territoire cambodgien touché par les inondations, par district (2000 – 2018) et emplacement des écoles



Sources : Estimations du personnel de l'IIPE-UNESCO. Frontières officielles du Cambodge d'après le programme des Nations Unies sur les limites/divisions administratives de deuxième niveau (2024). Frontières internationales officielles de la Section de l'information géospatiale des Nations Unies (2023). Données du Centre satellitaire des Nations Unies (UNOSAT).

Remarque : La carte représente les écoles en 2023. Les appellations employées dans le présent document et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du GPE, des Nations Unies, de *Save the Children*, de l'UNESCO ou de l'IIPE-UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant à leurs frontières ou limites.

En 2024, le Cambodge a entrepris des efforts considérables pour protéger son secteur de l'éducation des effets du changement climatique lorsqu'il a commencé à mettre en œuvre l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat. Avec le soutien de l'IIPE-UNESCO, le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports a commencé à effectuer une analyse complète des risques climatiques et de la vulnérabilité, ce qui constitue une première étape essentielle à la mise en œuvre. Cette analyse fondée sur des données probantes vise à faciliter les processus de planification essentiels, notamment l'adaptation au changement climatique, les stratégies de viabilité environnementale et le renforcement de la résilience dans les écoles. Certains points forts du processus de mise en œuvre de 2024 sont présentés ci-dessous.



## *Renforcer les capacités d'analyse des risques climatiques aux niveaux national et infranational*

Compte tenu du besoin impérieux de renforcer les capacités de compréhension et d'analyse des risques climatiques pour le système éducatif aux niveaux national et infranational, deux ateliers de formation ont été organisés en septembre et en novembre 2024. Ces ateliers ont réuni diverses parties prenantes, dont 31 représentants du ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, tant au niveau national que provincial. Sept responsables de la planification issus des provinces les plus vulnérables du Cambodge face au changement climatique y ont participé, aux côtés de représentants du ministère des Ressources en eau et de la Météorologie.

Ces ateliers ont permis aux participants de perfectionner leurs compétences nécessaires pour identifier les facteurs de stress climatique et évaluer leurs effets sur le système éducatif cambodgien. Les participants ont également évalué les capacités dont dispose le gouvernement pour faire face aux perturbations provoquées par le changement climatique et ont étudié des stratégies visant à garantir la continuité éducative, en particulier dans les régions vulnérables, telles que l'aménagement des calendriers scolaires pour éviter les périodes de forte chaleur et l'accès à l'enseignement à distance pendant les inondations. La collaboration intersectorielle et l'apprentissage entre pairs ont été des éléments essentiels, dès lors qu'ils ont permis d'établir une vision commune pour relever les défis posés par le changement climatique dans l'éducation.



### **Témoignage de S.E. Lim Sothea, directeur général des politiques et de la planification au ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports du Cambodge, sur l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat**

*« L'Initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat nous fournit des connaissances et des outils précieux pour évaluer les risques climatiques et élaborer des stratégies visant à protéger les écoles des phénomènes météorologiques extrêmes. Ces stratégies prévoient d'améliorer les établissements scolaires pour les rendre plus résilients aux effets du changement climatique et de garantir que les écoles pourront continuer à fonctionner pendant les perturbations provoquées par le changement climatique. »*

### **Parcours de réussites : utiliser l'analyse des risques climatiques pour mieux intégrer des mesures éducatives dans les plans nationaux de développement**

Les connaissances acquises lors de ces ateliers de formation influencent déjà l'approche du Cambodge en matière d'adaptation au changement climatique dans le secteur de l'éducation. L'analyse des risques climatiques, qui est en cours d'élaboration, constituera une ressource essentielle pour le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports. En effet, celle-ci guidera les efforts visant à intégrer des mesures éducatives dans les prochaines contributions déterminées au niveau national et dans le futur plan opérationnel



du secteur de l'éducation visant à s'adapter au changement climatique, qui sera élaboré par l'intermédiaire de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat .



Des participants à un atelier de formation perfectionnent leurs compétences en matière d'analyse des risques climatiques au Cambodge. IPE-UNESCO/Yi Shi.

### Favoriser la prise de décision fondée sur des données probantes

Une séance de formation spécialisée, qui s'est tenue en septembre 2024, a permis de renforcer la capacité du ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports à intégrer les données relatives au changement climatique et à la réduction des risques de catastrophe dans la planification de l'éducation. Dix-huit fonctionnaires issus de départements clés, tels que le département chargé de la planification des politiques et celui chargé des systèmes d'information pour la gestion de l'éducation, ont appris à traiter et à analyser les vulnérabilités climatiques à l'aide d'outils, tels que l'indice de vulnérabilité du Conseil national pour le développement durable et les données du recensement scolaire annuel.

#### **Témoignage d'un participant à la séance de formation du département chargé des systèmes d'information pour la gestion de l'éducation**

« La formation nous a fourni des outils pour créer des visualisations et des indicateurs pertinents. Cela nous aidera à présenter les données d'une façon qui permettra d'orienter des mesures concrètes. »

Grâce à cette formation, les participants ont pu contribuer de manière utile à l'analyse des risques climatiques en cours d'élaboration, et créer ainsi une base solide pour la planification et l'élaboration de politiques favorisant la durabilité et à la résilience.





## Soudan du Sud

### Aperçu du plan de travail du Soudan du Sud

*Date d'approbation du plan de travail : septembre 2024*

*Date de démarrage de la mise en œuvre : novembre 2024*

Le plan de travail approuvé décrit un ensemble d'activités visant à renforcer la résilience du secteur de l'éducation face au changement climatique de différentes façons.

*Les principales activités consistent à :*

- élaborer une analyse des risques climatiques qui couvre 10 États et trois régions administratives ;
- améliorer les outils de collecte de données du ministère de l'Éducation générale et de l'Instruction, afin de suivre et d'analyser les données climatiques ;
- réaliser une enquête pour comprendre les connaissances, les attitudes et les pratiques actuelles, et aider le ministère à préparer un plan d'urgence national pour le secteur de l'éducation ;
- améliorer la coordination intersectorielle et interne, et comprendre les mécanismes de financement de l'action climatique et les possibilités en matière de bailleurs de fonds ;
- réviser les normes relatives aux infrastructures pour tenir compte du changement climatique et élaborer des directives pour un modèle d'école verte ;
- intégrer le changement climatique dans les programmes scolaires et le matériel de formation des enseignants.

En décembre 2024, six activités avaient été lancées et mises en œuvre au Soudan du Sud. Toutes les activités devraient être clôturées à la fin de l'année 2025.

### Contexte

Malgré l'instabilité politique et économique qui sévit actuellement, le Soudan du Sud est vulnérable aux catastrophes et risques climatiques de plus en plus fréquents, notamment les vagues de chaleur, les sécheresses et les inondations, qui mettent en péril la vie et les moyens de subsistance de nombreuses personnes, en particulier les communautés les plus pauvres et les plus vulnérables. Par conséquent, le système éducatif du Soudan du Sud doit faire face à un certain nombre de défis, parmi lesquels figurent une pénurie d'enseignants, en particulier d'enseignants qualifiés, des taux élevés d'enfants non scolarisés et de personnes déplacées à l'intérieur du pays, ainsi qu'un nombre restreint d'infrastructures scolaires. En lançant la mise en œuvre de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat à la fin de l'année 2024, le gouvernement s'est fermement engagé à intégrer l'adaptation au changement climatique dans le secteur de l'éducation et à renforcer la résilience dans et par l'éducation. Bien que les activités de mise en œuvre n'aient

commencé que récemment, certains points forts sont présentés ci-dessous, en décrivant les activités prévues.

#### *Élaborer des analyses de risques climatiques au niveau de l'État pour favoriser une planification et des politiques fondées sur des données probantes*

---

Afin de planifier efficacement l'adaptation au changement climatique et la viabilité environnementale, le ministère de l'Éducation générale et de l'Instruction s'est efforcé de réaliser en priorité des analyses des risques climatiques au niveau de l'État pour le secteur de l'éducation. Ces analyses orienteront les décisions fondées sur des données probantes pour lutter contre les effets du changement climatique. Une dimension essentielle des analyses de risques consiste à analyser les données portant sur le changement climatique et l'éducation, notamment le questionnaire du recensement scolaire annuel, ainsi que les données des évaluations des acquis scolaires. Cette analyse permettra au ministère de l'Éducation générale et de l'Instruction de mieux identifier les écoles les plus à risque dans chaque État, et de mieux comprendre les effets des phénomènes météorologiques extrêmes sur l'éducation.

Pour soutenir la mise en œuvre de cette activité, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont l'intention d'utiliser les données brutes du système d'information pour la gestion de l'éducation du ministère de l'Éducation générale et de l'Instruction, notamment l'emplacement des écoles au cours des cinq dernières années, ainsi que les données des évaluations des acquis scolaires. Cette analyse permettra d'identifier les corrélations entre le changement climatique et la performance du système éducatif, ce qui servira à la réalisation d'une analyse de risque complète.

#### *Renforcer la coordination intersectorielle en relançant les groupes de travail*

---

Lors de la mission exploratoire de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat au Soudan du Sud, le manque de coordination interne au sein du ministère de l'Éducation générale et de l'Instruction et le manque de coordination intersectorielle avec d'autres ministères ont été identifiés comme des obstacles à la mise en œuvre d'initiatives pour des systèmes éducatifs intégrant le climat. Pour y remédier, l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat a relancé un groupe de travail créé dans le cadre de l'intervention du GPE pour lutter contre les inondations et du programme pluriannuel de résilience (PPR) de L'Éducation sans délai, qui implique des représentants de différents départements du ministère de l'Éducation générale et de l'Instruction. Dans le cadre de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, ce groupe de travail sert de plateforme pour planifier et exécuter la mise en œuvre de toutes les activités de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, pour renforcer l'appropriation de l'initiative par les différents ministères, et pour coordonner avec d'autres programmes, tels que l'initiative BRACE (*Building the Climate Resilience of Children and Communities through the Education Sector*). Le groupe de travail s'est réuni deux fois depuis le lancement de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat (le 29 novembre et le 10 décembre 2024). Au cours du premier trimestre 2025, *Save the Children* étudiera les possibilités d'inviter des





représentants d'autres ministères de tutelle, notamment le ministère des Affaires humanitaires et de la Gestion des catastrophes et le ministère de l'Environnement et des Forêts, en vue de renforcer la coordination intersectorielle.



Les principales parties prenantes se réunissent pour former le Comité de l'école verte au Soudan du Sud. Save the Children Soudan du Sud/Ojara George.

#### *Examiner des stratégies visant à établir des partenariats et à mobiliser des financements pour la lutte contre le changement climatique*

Pour permettre au Soudan du Sud d'étudier des stratégies visant à mobiliser des financements pour la lutte contre le changement climatique en vue de renforcer la résilience de son secteur de l'éducation, *Save the Children* a préparé un rapport sur le financement de l'action climatique, qui passe en revue le paysage du financement de l'action climatique mondial, en précisant son objectif, sa différence par rapport au financement du développement ou de l'action humanitaire, et la faible part allouée à l'éducation. Malgré l'existence d'importantes sources de financement international pour l'action climatique, l'Afrique n'en reçoit qu'une faible part et l'éducation est souvent négligée. Le rapport préconise d'établir des partenariats avec des entités reconnues, de tirer parti des cadres existants, tels que les plans nationaux d'adaptation du Soudan du Sud, et de mieux justifier l'intégration du changement climatique dans l'éducation. Les principales mesures prévoient de cibler le Fonds vert pour le climat, de rechercher une aide bilatérale et de s'aligner sur les stratégies multilatérales pour lutter contre le changement climatique tout en améliorant la résilience de l'éducation. *Save the Children* présentera ce rapport au groupe de travail sur le changement climatique du ministère de l'Éducation générale et de l'Instruction en janvier 2025, ce qui permettra de mieux positionner le ministère pour obtenir les prochains financements de l'action climatique.

#### *Utiliser la planification des interventions d'urgence pour améliorer la sécurité dans les écoles et la gestion de la continuité éducative*

Au Soudan du Sud, le secteur de l'éducation est régulièrement perturbé par des situations d'urgence provoquées par le changement climatique. Cependant, il y a peu de plans



d'urgence et de directives pour aider les écoles et les responsables de l'éducation à garantir la continuité éducative. Grâce à l'intervention financée par le GPE pour faire face aux inondations et au programme pluriannuel de résilience de L'Éducation sans délai, soutenu par l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, un plan d'urgence pour le secteur de l'éducation a été élaboré à la fin de l'année 2024. L'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat travaille actuellement avec le groupe de travail sur le changement climatique du ministère de l'Éducation générale et de l'Instruction sur la façon de faire avancer ce plan d'urgence et de diffuser les informations détaillées du plan, dans des formats faciles à utiliser par les responsables de l'éducation aux niveaux national, infranational et local.

#### *Intégrer le changement climatique dans les programmes scolaires, la pédagogie et la formation des enseignants*

Dans le cadre des efforts déployés en priorité par le ministère de l'Éducation générale et de l'Instruction, l'UNESCO mènera des activités visant à intégrer le changement climatique dans les programmes scolaires, la pédagogie et la formation des enseignants au Soudan du Sud. Ces activités examineront les programmes scolaires par matière et les programmes non officiels mis à l'essai pour l'éducation de la petite enfance, l'enseignement primaire et l'enseignement secondaire, en se concentrant sur les sujets en rapport au changement climatique et à l'environnement, ainsi que les résultats d'apprentissage y afférents. En s'appuyant sur cet examen, un ensemble de sujets prioritaires et de résultats d'apprentissage issus du Guide de l'UNESCO sur l'écologie dans les programmes scolaires sera identifié, en tenant compte du savoir local et des évaluations des acquis scolaires, ainsi que des supports pédagogiques adaptables aux contextes d'enseignement classique, non formel et informel. De plus, un manuel de formation destiné aux enseignants et aux formateurs d'enseignants sera élaboré en s'appuyant sur les thèmes prioritaires et les résultats d'apprentissage identifiés. Ces deux activités prévoient de mettre à l'essai et de tester certains supports pédagogiques, de recueillir les avis des enseignants, des apprenants et des formateurs, et de les réviser si nécessaire.



#### **Témoignage d'Ojara George, spécialiste de la réduction des risques de catastrophes et de l'adaptation au changement climatique au sein du bureau-pays de *Save the Children International* au Soudan du Sud**

*« L'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat est l'un des projets les plus utiles sur lesquels j'ai travaillé. Ayant vécu les effets dévastateurs du changement climatique, comme les inondations qui ont détruit les écoles et les maisons, je me sens profondément engagé dans ce travail. Ces expériences alimentent ma passion pour faire en sorte que*



*l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat soit couronnée de succès et qu'elle profite grandement aux enfants du Soudan du Sud. »*

*« Ce qui rend cette initiative unique, c'est son potentiel à renforcer la résilience climatique, par exemple en révisant et en renforçant les normes d'infrastructures scolaires durables et les directives sur les écoles vertes, élaborées avec le ministère de l'Éducation générale et de l'Instruction. J'ai été très inspiré lorsque le directeur général du ministère a déclaré que l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat pourrait protéger le système éducatif du Soudan du Sud du changement climatique, ce qui a réaffirmé l'importance de nos efforts. »*

### **2.3) Aperçu et points forts des progrès réalisés dans l'élaboration du plan de travail**

Le tableau ci-dessous donne un aperçu de l'état d'avancement du plan de travail pour tous les pays bénéficiaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat depuis le lancement de l'initiative.



**Tableau 2.2. : Approbation et note de performance du plan de travail**

	<b>Pays/région</b>	<b>Date d'approbation du plan de travail</b>	<b>Date de clôture prévue pour la mise en œuvre</b>	<b>Note de performance du plan de travail (décembre 2024)<sup>a</sup></b>
1	Zimbabwe	mars 2024	mars 2025	très satisfaisant
2	Malawi	avril 2024	juillet 2025	très satisfaisant
3	Cambodge	avril 2024	septembre 2025	très satisfaisant
4	Soudan du Sud	septembre 2024	septembre 2025	très satisfaisant
5	Éthiopie	prévues en janvier 2025	à déterminer	
6	PEID du Pacifique	prévues pour le 1 <sup>er</sup> trimestre 2025	à déterminer	
7	PEID des Caraïbes et Guyana	prévues pour le 1 <sup>er</sup> trimestre 2025	à déterminer	
8	Madagascar	prévues pour le 1 <sup>er</sup> trimestre 2025	à déterminer	
9	Bangladesh	prévues pour le 1 <sup>er</sup> trimestre 2025	à déterminer	
10	Somalie (Somaliland)	prévues pour le 1 <sup>er</sup> trimestre 2025	à déterminer	
11	RDP lao	prévues pour le 1 <sup>er</sup> trimestre 2025	à déterminer	
12	Népal	prévues pour le 2 <sup>ème</sup> trimestre 2025	à déterminer	
13	Pakistan	prévues pour le 2 <sup>ème</sup> trimestre 2025	à déterminer	
14	Somalie	prévues pour le 2 <sup>ème</sup> trimestre 2025	à déterminer	
15	Mozambique			
16	Tchad			
17	Cabo Verde			
18	Comores			
19	Maldives			
20	Timor Leste			
21	Haïti			
22	Sao Tomé-et-Principe			





Remarque : Conformément au cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, au cadre de partenariat et aux politiques et directives du GPE, les informations suivantes sont utilisées pour évaluer la note de performance du plan de travail :

- a) Très satisfaisant : **tous** les principaux résultats devraient être atteints/dépasseés de manière efficace.
- b) Satisfaisant : il existe des lacunes/retards **mineurs** et la **quasi-totalité** des principaux résultats devraient être atteints de manière efficace. Si le plan de travail a été récemment approuvé et qu'aucune activité n'a encore eu lieu (conformément au plan), veuillez également utiliser la mention « Satisfaisant ».
- c) Moyennement satisfaisant : il existe des lacunes/retards **modérés**, mais la **plupart** des principaux résultats devraient être atteints de manière efficace.
- d) Moyennement insatisfaisant : des lacunes/retards **modérés** compromettent la réalisation, et il est **probable** qu'une solution soit trouvée.
- e) Insatisfaisant : des lacunes ou des retards **importants** compromettent la réalisation, et il n'est **pas certain** qu'une solution soit trouvée.
- f) Très insatisfaisant : des lacunes ou des retards **considérables** compromettent la réalisation et il est **peu probable** qu'une solution soit trouvée.

Comme le montre le tableau, à la fin de l'année 2024, tous les pays dont le plan de travail a été approuvé ont une note de performance « très satisfaisante », ce qui signifie que tous les principaux résultats devraient être atteints de manière efficace.

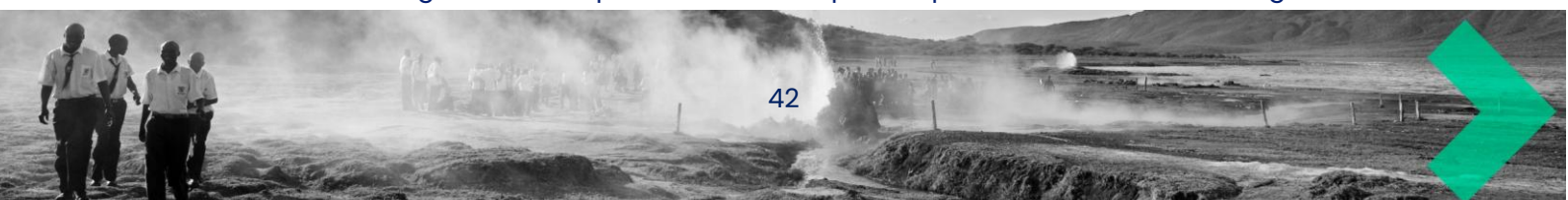
L'Éthiopie et Madagascar finalisent actuellement leurs plans de travail et leurs progrès sont résumés ci-dessous.

## Éthiopie

Au moment de la rédaction du présent rapport, le plan de travail de l'Éthiopie est sur le point d'être finalisé en collaboration avec le gouvernement, en tenant compte des activités prioritaires qui avaient été définies lors de la mission exploratoire. Le ministère éthiopien de l'Éducation s'est efforcé en priorité de rendre les infrastructures plus sûres et plus écologiques et de garantir la sécurité dans les écoles, ainsi que d'améliorer les politiques et les plans fondés sur des données probantes, les données et l'information, les programmes scolaires et l'enseignement, ainsi que la coordination. Après l'approbation finale du plan de travail, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat élaboreront un calendrier pour la mise en œuvre du plan en concertation avec les services compétents du ministère.

## Madagascar

Au moment de la rédaction de ce rapport, le plan de travail chiffré est sur le point d'être élaboré en priorité avec le gouvernement, en tenant compte des activités identifiées lors de la mission exploratoire. Les principales activités proposées prévoient de réaliser une analyse des risques climatiques pour le secteur de l'éducation, qui couvre chaque région du pays, et d'élaborer une feuille de route pour renforcer l'intégration et l'utilisation des données climatiques dans les processus de planification de l'éducation. Le plan a également comme objectif de réviser les diverses structures de coordination aux niveaux central et décentralisé afin d'améliorer la collaboration intersectorielle et interne. Pour faciliter l'accès au financement de l'action climatique, le plan de travail prévoit également de cartographier les bailleurs de fonds impliqués dans l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, ainsi que d'élaborer une feuille de route visant à intégrer le secteur de l'éducation dans les contributions déterminées au niveau national de troisième génération. Les efforts viseront également à cartographier les initiatives locales sûres et vertes pour la construction et la rénovation des écoles, afin d'établir des recommandations pour des normes sûres et vertes. De plus, le plan prévoit de mettre à jour les outils de formation actuels à la préparation et à la prévention dans le domaine de l'éducation dans les situations d'urgence, ainsi que de former les parties prenantes centrales et régionales



au sein du ministère de l'Éducation. Enfin, le plan vise à réaliser un diagnostic complet des programmes scolaires, afin d'identifier les lacunes et les possibilités d'intégrer le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et l'éducation au développement durable dans les programmes scolaires, qui sera accompagné d'une formation pour les ingénieurs pédagogiques.

**2.4)      Aperçu et points forts des progrès réalisés au cours de la phase initiale**

Le tableau 2.3 ci-dessous montre les progrès réalisés dans les trois principales activités de la phase initiale au cours de la période couverte par le présent rapport (surlignées en bleu), par pays et/ou par région.

Dans le cadre du processus de lancement, et afin de garantir la complémentarité avec les initiatives en cours au niveau national, de nombreuses concertations ont lieu entre les parties prenantes durant la phase initiale. Les ministères de l'Éducation, notamment les représentants des départements chargés de la planification, des infrastructures, des données et des programmes scolaires, sont systématiquement consultés. Par ailleurs, des discussions ont lieu avec les membres des groupes de travail des pays sur le secteur de l'éducation ainsi qu'avec des organisations de la société civile. Compte tenu de la nature intersectorielle de ce travail, les ministères de l'Environnement et les autorités chargées de la gestion des catastrophes sont également impliqués dans le processus de lancement au niveau national.

**Tableau 2.3 : Progrès réalisés dans les activités de la phase initiale par pays/région**

	Pays	Discussions préliminaires avec les ministères de l'Éducation et les bureaux locaux	Préparation du rapport initial	Mise en œuvre de la mission exploratoire
1	Zimbabwe	X	X	X
2	Malawi	X	X	X
3	Soudan du Sud	X	X	X
4	Cambodge	X	X	X
5	Éthiopie	X	X	X
6	Bangladesh	X	X	X
7	Pakistan	X	X	
8	PEID des Caraïbes et Guyana	X	X	n.d.
9	PEID du Pacifique	X	X	X
10	Madagascar	X	X	X
11	Népal	X	X	
12	RDP lao	X	X	X



13	Somalie	X	X	
14	Somalie (Somaliland)	X	X	
15	Mozambique	X	X	
16	Tchad			
17	Cabo Verde			
18	Comores			
19	Maldives			
20	Timor Leste			
21	Haïti			
22	Sao Tomé-et-Principe			

Comme le montre le tableau, toutes les activités initiales ont été menées à bien dans six pays et une région (le Pacifique) en plus des pays pilotes, pendant la période couverte par le présent rapport. Les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat n'ont pas effectué de mission dans les petits États insulaires en développement (PEID) des Caraïbes et au Guyana, mais ont diffusé une enquête et mené une série de consultations pour chaque pays afin de déterminer les besoins et d'élaborer un plan de travail pour la région (voir ci-dessous pour obtenir de plus amples informations à ce sujet). Cinq autres pays ont organisé des discussions préliminaires et rédigé des rapports initiaux. Certains points forts de la phase initiale dans les différents pays et régions sont présentés ci-dessous.

Afin de s'assurer que l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat aborde efficacement les défis particuliers auxquels les différentes régions se trouvent confrontées, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont mis au point des approches régionales et fédérales adaptées aux propres contextes des Caraïbes, du Pacifique et du Pakistan. Ces approches permettent de mieux comprendre les besoins locaux pour pouvoir élaborer des interventions ciblées qui s'alignent sur les priorités régionales et les initiatives en cours.

## Caraïbes et Guyana

*Utiliser une enquête initiale régionale pour élaborer un plan de travail dans les Caraïbes et au Guyana*

Pour les quatre petits États insulaires en développement éligibles qui font partie de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECO) et le Guyana, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont élaboré une enquête initiale qui s'articule autour des quatre domaines fondamentaux suivants, lesquels s'appuient sur les sept composantes techniques décrites ci-dessus : 1) des politiques et une planification fondées sur des données probantes, une coordination, un financement et une gestion des données ; 2) des infrastructures ; 3) la sécurité dans les écoles et la continuité éducative ;



ainsi que 4) des programmes scolaires, une pédagogie et une formation des enseignants. Cette enquête a pour objectif de déterminer les principales priorités et les besoins actuels, ce qui permettra d'élaborer un plan de travail régional pour le Guyana, Sainte-Lucie, la Grenade, Saint-Vincent-et-les-Grenadines et la Dominique. L'enquête a été diffusée auprès des ministères de l'Éducation, des ministères de l'Environnement et des agences nationales de gestion des catastrophes au niveau du pays, ainsi qu'auprès des principaux partenaires régionaux du groupe régional des partenaires de l'éducation de l'OECO. Les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont également mené des entretiens de suivi et des discussions de groupe afin d'obtenir des informations supplémentaires qui n'avaient pas été partagées dans l'outil initial et d'examiner les thèmes qui avaient été abordés dans l'outil initial pour orienter l'élaboration du plan de travail, qui était en cours au moment de la rédaction de ce rapport et qui devrait être validé par les ministères de l'Éducation et le GPE au début du mois de janvier 2025. L'encadré ci-dessous résume le contenu du projet de plan de travail.





## Projets de plans de travail des Caraïbes et du Guyana

Le projet de plan de travail s'articule autour de quatre grands axes, qui correspondent aux principaux domaines abordés dans l'enquête initiale et visent à soutenir les efforts déployés pour intégrer la résilience climatique dans les systèmes éducatifs et garantir la viabilité.

1) En ce qui concerne la composante axée sur des **politiques et une planification fondées sur des données probantes, la coordination, le financement et la gestion des données**, les pays bénéficieront d'une aide pour identifier les données et les lacunes existantes dans l'écosystème des données sur le changement climatique. Les pays auront également la possibilité de se servir des données sur le changement climatique pour la planification de l'éducation en réalisant des analyses de risques et des plans d'adaptation au changement climatique. Des ateliers régionaux seront organisés pour discuter de la méthodologie et des cadres, et seront accompagnés d'un soutien personnalisé dans les pays pour garantir que les méthodologies et les approches sont appliquées lors de la planification de l'adaptation au changement climatique. La coordination entre les parties prenantes sera renforcée en encourageant l'apprentissage entre pairs et en documentant les meilleures pratiques, qui seront partagées par le biais de webinaires pour favoriser la collaboration. Par ailleurs, les ministères bénéficieront d'une aide pour accéder au financement de l'action climatique grâce à des ressources telles que des modèles de propositions, des études de cas et des webinaires, et de conseils à distance pour préparer les propositions.

2) La composante qui porte sur les **infrastructures** vise à intégrer la résilience climatique et la viabilité environnementale dans les techniques de construction et d'entretien des écoles. Une formation en ligne transmettra les meilleures pratiques et alignera les mesures sur les cadres régionaux. De plus, un service d'assistance et un réseau de pair à pair soutenus par des architectes et des ingénieurs régionaux fourniront des conseils techniques aux ministères lors de la mise à jour des normes d'infrastructure.

3) En ce qui concerne la **sécurité dans les écoles et la continuité éducative**, la composante se concentre sur la préparation et la planification des interventions en cas d'urgence. Des sessions de formation sur mesure permettront aux parties prenantes d'acquérir des compétences essentielles en matière de coordination et de gestion des informations, tandis que des ateliers et un suivi permettront de mettre en pratique la gestion des situations d'urgence.

4) Enfin, la composante relative aux **programmes scolaires, à la pédagogie et la formation des enseignants** vise à intégrer l'éducation au développement durable, l'éducation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe (RRC) dans les cadres d'enseignement. Les activités prévoient notamment d'auditer les programmes scolaires actuels, de mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités et de cocréer des ressources pédagogiques intégrant la notion de genre et adaptées au contexte local.



Ces efforts permettront d'aligner les systèmes éducatifs sur les objectifs de résilience climatique tout en répondant aux divers besoins locaux.



## Pacifique

*Identifier les besoins dans le Pacifique en définissant les priorités et en examinant les analyses de risques actualisées*

Le projet CSESI dans le Pacifique était également aligné sur les activités de réduction des risques de catastrophe entreprises actuellement au niveau régional. La *Pacific Coalition for the Advancement of School Safety* (PCASS) a organisé un atelier régional pour définir les priorités en juillet 2024, au cours duquel les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont collaboré avec la PCASS pour intégrer les activités du projet CSESI dans la région afin de favoriser la complémentarité avec le programme plus large. Cet atelier a rassemblé les principales parties prenantes, des experts, des professionnels et des décideurs politiques pour évaluer collectivement l'état de la sécurité dans les écoles et de l'adaptation au changement climatique dans le secteur de l'éducation de la région du Pacifique. Cet atelier a permis aux participants de discuter et d'identifier les besoins prioritaires en matière de résilience climatique dans les systèmes éducatifs, de partager les meilleures pratiques, de renforcer les partenariats et d'élaborer des stratégies concrètes. Ces efforts visent à promouvoir la résilience climatique, à garantir l'accès à une éducation de qualité et à préserver le bien-être des enfants et des jeunes du Pacifique face à l'évolution des aléas et des risques climatiques.

Les résultats de cet atelier, associés aux conclusions de l'enquête préalable à l'atelier qui a été diffusée et réalisée par les représentants des ministères de l'éducation de 11 États insulaires du Pacifique avant l'atelier de consultation des parties prenantes de la région du Pacifique, ont été essentiels pour élaborer le plan de travail des petits États insulaires en développement du Pacifique.

Après avoir examiné les résultats de l'atelier, les parties prenantes ont accordé la priorité aux composantes/activités suivantes :

- l'accès au financement de l'action climatique ;
- les programmes scolaires, la pédagogie et la formation des enseignants ;
- les partenariats et la coordination ;
- des infrastructures scolaires sûres et vertes ;
- des politiques, des plans et une gestion des données/informations pour garantir la sécurité dans les écoles et la résilience climatique ;
- la sécurité dans les écoles et la continuité éducative.



L'objectif est de créer des mécanismes de renforcement des capacités et de coordination régionaux pour améliorer ces domaines essentiels, en s'appuyant sur les partenaires nationaux et régionaux existants, ainsi que sur le Cadre régional pour l'éducation en vigueur et ses partenaires de mise en œuvre. Le plan de travail des PEID du Pacifique est en cours d'examen.



Par ailleurs, l'Alliance mondiale pour la réduction des risques de catastrophe et la résilience dans le secteur de l'éducation (GADRRRES) œuvre pour mettre à jour des analyses nationales des risques liés aux catastrophes et au changement climatique dans le secteur de l'éducation en 2024 et au début de 2025, y compris dans le Pacifique. Ces analyses actualisées serviront de base aux prochaines activités de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat.

## Pakistan

### *Adopter une approche fédérale pour identifier les besoins du Pakistan*

Au Pakistan, compte tenu du caractère fédéral de l'État et du fait que la Constitution stipule que l'éducation est une compétence provinciale, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont mis au point une approche fédérale pour la phase initiale dans les quatre provinces du Pakistan (Sind, Pendjab, Khyber Pakhtunkhwa et Baloutchistan). Plus précisément, la phase initiale s'appuie sur un examen des politiques éducatives fédérales et provinciales en vigueur dans le pays, des plans et cadres sectoriels, ainsi que des meilleures pratiques dans le domaine de la résilience climatique, en se concentrant sur les initiatives qui ont réussi à intégrer les questions de changement climatique dans les systèmes éducatifs. Cet examen sera complété par des concertations avec les parties prenantes aux niveaux fédéral et provincial. En s'appuyant sur ces informations, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont élaboré quatre rapports initiaux pour chaque province et un rapport global composé de quatre chapitres axés sur les questions spécifiques à chacune des quatre provinces. La mission de validation, prévue pour le premier trimestre 2025, réunira les principales parties prenantes provinciales au niveau fédéral à Islamabad, afin de discuter et de valider les résultats et de définir les axes de travail prioritaires. Par la suite, un plan de travail et un budget seront élaborés pour un programme fédéral pour les quatre provinces. Cette approche permettra aux partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat et aux gouvernements provinciaux de concevoir ensemble des activités qui répondent aux besoins spécifiques et tiennent compte des différentes conditions climatiques de chacune des quatre provinces. Cette approche permettra aux partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat de tirer parti des synergies et de favoriser une mise en œuvre conjointe entre les provinces, le cas échéant, afin de réaliser des économies d'échelle et de tirer des enseignements au niveau fédéral.







### 3) Les résultats obtenus par rapport au cadre de résultats global de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat

Afin de jeter des bases solides pour le processus de suivi et d'évaluation de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, les partenaires de l'initiative ont élaboré une stratégie de suivi, d'évaluation et d'apprentissage, tant au niveau mondial que national. Cette stratégie propose un cadre de résultats global décrivant les outils et les approches qui permettent de suivre les progrès accomplis par rapport à 30 indicateurs de réalisations globaux répartis sur sept indicateurs de résultats clés. La troisième partie résume les progrès réalisés par rapport à chacun des sept résultats globaux au cours de la période couverte par le présent rapport.

Au niveau national, un cadre de résultats personnalisé, adapté du cadre de résultats global, est élaboré et intégré au plan de travail du pays. Les cadres de résultats nationaux servent de base aux rapports annuels et sont intégrés au cadre de résultats global. La partie suivante décrit les progrès réalisés au niveau des pays au cours de la phase initiale et de la phase de mise en œuvre.

En décembre 2024, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat avaient effectué des progrès dans six des sept principaux résultats globaux et sur 14 indicateurs réalisations globaux. Les parties suivantes présentent un résumé des progrès réalisés pour chaque résultat global au cours de la période couverte par le présent rapport.

#### **Résultat global n°1 : Des politiques et une planification fondées sur des données probantes pour lutter contre les effets du changement climatique**

En 2024, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont organisé des ateliers de formation en vue d'élaborer une analyse des risques climatiques pour le secteur de l'éducation au **Zimbabwe**, au **Malawi** et au **Cambodge**, ce qui a permis d'accomplir des progrès pour atteindre les indicateurs de réalisation globaux 1.1 et 1.5. Au Zimbabwe, le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire a mené à bien une analyse des risques climatiques et de la vulnérabilité pour le secteur de l'éducation, qui est actuellement en attente d'approbation. Le ministère de l'Éducation du Malawi et le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports du Cambodge effectuent actuellement des analyses similaires qui devraient être achevées en 2025. Les résultats de ces analyses serviront respectivement à élaborer la future stratégie du Malawi en matière de changement climatique pour le secteur de l'éducation et le plan opérationnel du Cambodge pour l'adaptation au changement climatique dans le secteur de l'éducation. Ces efforts montrent l'engagement des ministères de l'Éducation à intégrer les problématiques du changement climatique dans les analyses sectorielles, tout en renforçant la capacité de leur personnel à élaborer des politiques et des plans fondés sur



des données probantes pour garantir l'adaptation au changement climatique et la durabilité.

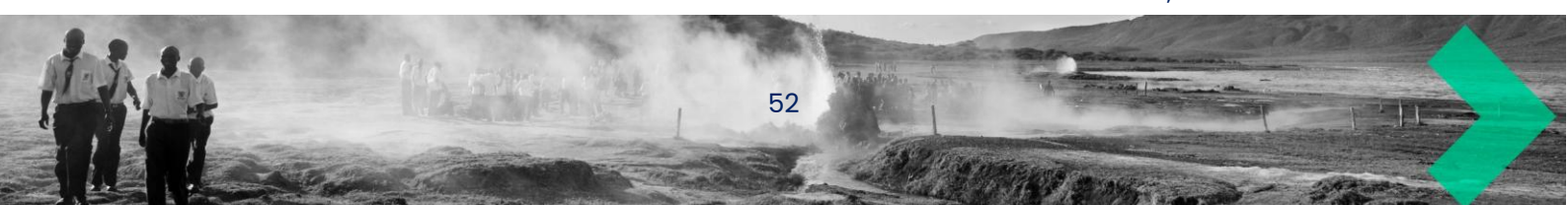


**Résultat n°1 : Des politiques et une planification fondées sur des données probantes pour lutter contre les effets du changement climatique**

Principal indicateur de résultat	Indicateurs de réalisations globaux	Valeur de référence (2023)	2024
1. Nombre de ministères de l'Éducation ayant renforcé la planification et l'élaboration de politiques fondées sur des données probantes pour les stratégies d'adaptation au changement climatique et de viabilité environnementale.	1.1 Nombre de ministères de l'Éducation ayant consacré un chapitre spécifique de leur analyse sectorielle de l'éducation aux effets du changement climatique OU ayant mené des évaluations des risques climatiques spécifiques pour le secteur de l'éducation en vue d'orienter les mesures d'adaptation au changement climatique et de viabilité environnementale au sein de l'éducation et par l'éducation.	0	3
	1.2 Nombre de ministères de l'Éducation disposant de documents de politique ou de planification du secteur de l'éducation qui prévoient des mesures d'adaptation au changement climatique et de viabilité environnementale.	0	n.d.
	1.3 Nombre de ministères de l'Éducation dont les budgets contiennent des activités chiffrées en faveur de l'adaptation au changement climatique et de la viabilité environnementale dans le plan sectoriel de l'éducation ou dans la stratégie de lutte contre le changement climatique pour le secteur de l'éducation.	0	n.d
	1.4 Nombre de ministères de l'Éducation disposant de cadres de suivi et d'évaluation contenant des indicateurs et des objectifs spécifiques pour l'adaptation au changement climatique et la viabilité environnementale.	0	n.d
	1.5 Nombre de fonctionnaires des ministères de l'Éducation ayant acquis les compétences nécessaires pour élaborer des politiques et des plans fondés sur des données probantes en matière d'adaptation au changement climatique et de viabilité environnementale.	0	3

**Résultat global n° 2: Une coordination intersectorielle et interne des effets du changement climatique sur l'éducation**

En 2024, *Save the Children* a aidé les ministères de l'Éducation du **Soudan du Sud** et du **Zimbabwe** à mettre en place des mécanismes de coordination interne et intersectorielle et des groupes de travail. Au Zimbabwe, en septembre 2024, le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire a bénéficié d'une aide pour préparer un cahier des charges pour établir un mécanisme de coordination intersectorielle. Au Soudan du Sud, le ministère de



l'Éducation générale et de l'Instruction a créé un groupe de travail sur le changement climatique. Ce groupe de travail s'est d'abord concentré sur le ministère de l'Éducation générale et de l'Instruction, mais en janvier 2025, sa composition sera élargie à d'autres ministères de tutelle. Ces activités s'alignent sur les indicateurs de réalisations globaux 2.1, 2.2 et 2.3.

Résultat n° 2 : Une coordination intersectorielle et interne des effets du changement climatique sur l'éducation			
Principal indicateur de résultat	Indicateurs de réalisations globaux	Valeur de référence (2023)	2024
2. Nombre de ministères de l'Éducation ayant amélioré la coordination intersectorielle et interne de l'adaptation au changement climatique et de la viabilité environnementale dans le secteur de l'éducation.	2.1 Nombre de ministères de l'Éducation ayant mis en place des structures organisationnelles pour la coordination interne et intersectorielle sur le changement climatique.	0	2
	2.2 Nombre de ministères de l'Éducation ayant démontré une meilleure coordination et collaboration intersectorielles pour les politiques et les programmes en matière de changement climatique (par exemple, par le biais de groupes de travail intersectoriels).	0	2
	2.3 Nombre de ministères de l'Éducation ayant démontré une meilleure coordination et collaboration internes pour les politiques et les programmes en matière de changement climatique.	0	2
	2.4 Nombre de ministères de l'Éducation ayant réussi à plaider en faveur de l'intégration des questions spécifiques au secteur de l'éducation dans les plans d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets aux niveaux national et infranational.	0	0

**Résultat global n° 3 : L'accès au financement de la lutte contre le changement climatique pour remédier aux effets du changement climatique sur l'éducation**

En 2024, *Save the Children* a préparé des notes d'information sur le financement de la lutte contre le changement climatique pour le **Zimbabwe**, le **Malawi** et le **Soudan du Sud**. Ces rapports sur le financement de l'action climatique décrivent l'état des engagements actuels de chaque pays pour le financement de la lutte contre le changement climatique, leur accès aux fonds mondiaux pour le climat, ainsi qu'une cartographie des principaux bailleurs de fonds pour le changement climatique et l'éducation. Ces rapports sur le financement de l'action climatique servent de base pour préparer des feuilles de route sur le financement de la lutte contre le changement climatique pour chaque pays. Au **Zimbabwe**, en décembre 2024, *Save the Children* a organisé d'autres réunions bilatérales en présentiel avec les





baillleurs de fonds pour le changement climatique et l'éducation, afin d'identifier les possibilités d'orienter la préparation de la feuille de route pour le financement de l'action climatique. Ces activités permettent d'atteindre l'indicateur de réalisations global 3.1. Toujours au **Zimbabwe**, *Save the Children* a organisé une formation en présentiel sur le changement climatique pour le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire, notamment sur les mécanismes de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), les plans nationaux d'adaptation et les contributions déterminées au niveau national. Cette formation aide à atteindre l'indicateur de réalisations global 3.4.

Résultat n° 3 : L'accès au financement de la lutte contre le changement climatique pour remédier aux effets du changement climatique sur l'éducation			
Principal indicateur de résultat	Indicateurs de réalisations globaux	Valeur de référence (2023)	2024
3. Nombre de ministères de l'Éducation ayant amélioré leur capacité à accéder au financement en faveur de l'adaptation au changement climatique et de la viabilité environnementale	3.1. Nombre de ministères de l'Éducation ayant élaboré une feuille de route pour le financement de l'action climatique qui identifie les sources de financement et prévoit des stratégies pour y accéder.	0	0
	3.2 Nombre de ministères de l'Éducation ayant élaboré des propositions de système éducatif intégrant le climat pour les sources de financement de l'action climatique.	0	0
	3.3 Nombre de ministères de l'Éducation ayant réussi à plaider en faveur de l'intégration d'un système éducatif intégrant le climat dans les stratégies et les propositions de financement nationales axées sur le changement climatique.	0	0
	3.4 Nombre de fonctionnaires des ministères de l'Éducation ayant développé la capacité d'identifier les sources de financement et d'élaborer des propositions pour le financement de la lutte contre le changement climatique.	0	24

**Résultat global n° 4 : Des données et des éléments concrets sur le changement climatique pour la planification de l'éducation**

En 2024, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont organisé des ateliers de formation au **Zimbabwe** pour cartographier tous les outils de collecte de données pertinents et les ensembles de données existants qui peuvent être utilisés pour évaluer les effets des risques associés au changement climatique sur le secteur de l'éducation, ou pour suivre les stratégies et les mesures prises par les parties prenantes



du secteur de l'éducation pour remédier à ces effets, ce qui a permis de réaliser des progrès pour atteindre les indicateurs de réalisations globaux 4.1 et 4.2.

De plus, au **Zimbabwe**, au **Malawi** et au **Cambodge**, des ateliers de formation ont été organisés dans le cadre de la préparation d'une analyse des risques climatiques. Les participants à ces ateliers ont acquis les compétences nécessaires pour analyser conjointement les données sur l'éducation et les données sur le changement climatique anciennes et prévues, afin de concevoir des cartes qui identifient les écoles situées dans des zones à risque et d'orienter les politiques et la planification du secteur de l'éducation, ce qui a permis d'accomplir des progrès pour atteindre l'indicateur de réalisations global 4.5.

Résultat n° 4 : Des données et des éléments concrets sur le changement climatique pour la planification de l'éducation			
Principal indicateur de résultat	Indicateurs de réalisations globaux	Valeur de référence (2023)	2024
4. Nombre de ministères de l'Éducation disposant de systèmes nationaux de données et d'informations plus résilients et intégrant davantage le changement climatique à des fins d'élaboration de politiques et de planification.	4.1 Nombre de ministères de l'Éducation ayant réalisé une cartographie des besoins en données sur le changement climatique pour le secteur de l'éducation et identifié les lacunes.	0	1
	4.2 Nombre de ministères de l'Éducation ayant révisé et harmonisé les outils de collecte, d'accès et de partage des données sur le changement climatique et les catastrophes, afin de mieux guider la planification des politiques éducatives.	0	1
	4.3 Nombre de ministères de l'Éducation ayant utilisé des données sur les catastrophes et le changement climatique, notamment des cartes, pour des rapports analytiques et la planification de l'éducation.	0	3
	4.4 Nombre de ministères de l'Éducation qui intègrent des questions liées aux mesures d'adaptation au changement climatique et de viabilité environnementale au niveau des écoles dans leur recensement scolaire annuel et/ou dans les outils des systèmes d'information pour la gestion de l'éducation.	0	n.d.
	4.5 Nombre de fonctionnaires des ministères de l'Éducation ayant acquis les compétences nécessaires pour analyser conjointement les données sur l'éducation et les données sur le changement climatique anciennes et prévues, afin de concevoir des cartes qui identifient les écoles situées dans des zones à risque et d'orienter les politiques et la planification.	0	3



**Résultat global n° 5 : Des infrastructures scolaires et éducatives plus sûres et plus vertes**

Les plans de travail nationaux pour le **Malawi**, le **Zimbabwe** et le **Soudan du Sud** ont tous accordé la priorité à un programme visant à rendre les infrastructures scolaires plus sûres et plus vertes. *Save the Children* collabore actuellement avec chaque pays pour préparer un cahier des charges pour ce programme, en accord avec d'autres partenaires qui sont engagés dans ce domaine au niveau national, dont la Banque mondiale. *Save the Children* étudie également la possibilité d'établir un partenariat spécifique pour soutenir l'apprentissage entre les pays, et d'élaborer des bonnes pratiques pour rendre les infrastructures scolaires plus sûres et plus vertes.

Résultat n° 5 : Des infrastructures scolaires et éducatives plus sûres et plus vertes			
Principal indicateur de résultat	Indicateurs de réalisations globaux	Valeur de référence (2023)	2024
5. Nombre de ministères de l'Éducation ayant réussi à mettre en œuvre des stratégies et des plans résilients face au changement climatique pour rendre les infrastructures plus sûres et plus vertes.	5.1 Nombre de ministères de l'Éducation ayant réalisé une évaluation des infrastructures qui tient compte du changement climatique en étudiant les possibilités de réduire les risques pour la sécurité, les effets sur l'environnement et les émissions de carbone.	0	0
	5.2 Nombre de ministères de l'Éducation ayant révisé ou mis à jour les normes d'infrastructures scolaires, afin d'intégrer le climat dans la réduction des risques pour la sécurité, des effets sur l'environnement et des émissions de carbone.	0	0
	5.3 Nombre de ministères de l'Éducation ayant élaboré des politiques et des plans pour construire, moderniser, exploiter et entretenir des infrastructures scolaires plus sûres et plus vertes.	0	0

**Résultat global n° 6 : La gestion de la sécurité dans les écoles, des mesures préventives et de la continuité éducative pour lutter contre les effets du changement climatique**

Au **Soudan du Sud**, un plan d'urgence a été élaboré à la fin de l'année 2024 pour guider les écoles et les responsables de l'éducation qui sont régulièrement confrontés à des situations d'urgence provoquées par le changement climatique. L'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat collabore avec le groupe de travail sur le changement climatique du ministère de l'Éducation générale et de l'Instruction pour diffuser les informations détaillées du plan dans un format convivial pour les responsables de l'éducation aux niveaux national, infranational et local.



**Résultat n° 6 : La gestion de la sécurité dans les écoles, des mesures préventives et de la continuité éducative pour lutter contre les effets du changement climatique**

Principal indicateur de résultat	Indicateurs de réalisations globaux	Valeur de référence (2023)	2024
6. Nombre de ministères de l'Éducation ayant réussi à renforcer la gestion de la sécurité dans les écoles, des mesures préventives et de la continuité éducative pour lutter contre les effets du changement climatique.	6.1 Nombre de ministères de l'Éducation ayant élaboré des directives, des plans et des cadres participatifs pour garantir la sécurité dans les écoles et la continuité éducative, notamment en établissant des protocoles d'évaluation et de réduction des risques, de mesures préventives et de préparation à la riposte (aux niveaux national, infranational et de l'école).	0	1
	6.2 Nombre de ministères de l'Éducation qui élaborent des plans et des politiques d'éducation pour garantir la continuité éducative en cas de perturbation due au changement climatique, pour préserver l'apprentissage et diminuer le taux d'abandons scolaires.	0	0
	6.3 Nombre de ministères de l'Éducation ayant élaboré des plans pour diffuser des directives sur les rôles et les responsabilités des parties prenantes du secteur de l'éducation en matière de gestion de la sécurité dans les écoles, des mesures préventives et de la continuité éducative pour lutter contre les effets du changement climatique.	0	0
	6.4 Nombre de fonctionnaires des ministères de l'Éducation ayant acquis les compétences nécessaires pour renforcer la gestion de la sécurité dans les écoles, des mesures préventives et de la continuité éducative pour lutter contre les effets du changement climatique.	0	0

**Résultat global n°7 : L'intégration du changement climatique dans les programmes scolaires, la pédagogie et la formation des enseignants**

Une équipe de consultants et d'experts internationaux spécialisés dans le domaine de l'élaboration de programmes scolaires et des ressources a été engagée pour soutenir les interventions nationales dans le cadre du résultat n° 7. L'équipe a élaboré des outils de formation et de mentorat, ainsi que des présentations, et a collaboré avec des équipes nationales au **Zimbabwe**, au **Malawi** et au **Cambodge**. Les progrès ont été particulièrement marqués au Zimbabwe, où une analyse complète des programmes de formation des enseignants a été réalisée, suivie d'un atelier de cocréation préconisant d'adapter la formation des enseignants au changement climatique. L'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat a aidé à réviser le programme scolaire national, en veillant à





ce que l'éducation au changement climatique et l'éducation au développement durable ont été intégrées dans le cadre du programme d'études fondé sur le patrimoine (2024-2030). Par ailleurs, du nouveau matériel d'apprentissage a été élaboré et des examens de programmes scolaires sont en cours au Malawi et au Cambodge.

Résultat n° 7 : L'intégration du changement climatique dans les programmes scolaires, la pédagogie et la formation des enseignants			
Principal indicateur de résultat	Indicateurs de réalisations globaux	Valeur de référence (2023)	2024
7. Nombre de ministères de l'Éducation ayant intégré et mis en œuvre le changement climatique dans les programmes scolaires officiels, la pédagogie et la formation des enseignants, ainsi que dans les possibilités d'apprentissage non formel.	7.1 Nombre de ministères de l'Éducation ayant intégré l'éducation au développement durable, l'éducation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophes dans les cadres de programme scolaire, les programmes d'études, les ressources pédagogiques, les évaluations des acquis scolaires et les ressources extrascolaires aux niveaux de l'éducation et de la protection de la petite enfance, de l'enseignement primaire et secondaire, ainsi que dans l'enseignement et la formation techniques et professionnels (EFTP) et l'éducation non formelle.	0	1
	7.2 Nombre de ministères de l'Éducation ayant intégré l'éducation au développement durable, l'apprentissage social et émotionnel, l'éducation au changement climatique et la réduction des risques de catastrophe dans leur politique de formation des enseignants, leurs programmes de formation des enseignants et leurs programmes scolaires.	0	1
	7.3 Nombre de ministères de l'Éducation ayant évalué la capacité institutionnelle en ce qui concerne la formation des enseignants et des para-enseignants/bénévoles communautaires.	0	0
	7.4 Nombre de fonctionnaires des ministères de l'Éducation ayant acquis la capacité d'intégrer le changement climatique dans les programmes scolaires, la pédagogie, la formation des enseignants et la mobilisation de la communauté scolaire.	0	2
	7.5 Nombre de ministères de l'Éducation ayant élaboré et proposé des activités d'apprentissage non formel pour soutenir l'enseignement et l'apprentissage.	0	0



## 4) Les activités de sensibilisation et communication à l'échelle mondiale

En 2024, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont collaboré pour mettre au point un **plan de communication commun** visant à promouvoir une approche unifiée et collaborative de la communication. Ce plan a pour objectif principal de sensibiliser le public et d'encourager un engagement plus vaste dans les domaines du changement climatique et de l'éducation qui sont étroitement liés. En définissant clairement l'objectif des activités de communication de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, le plan met en évidence la valeur ajoutée de l'initiative et sa voix unique dans ce domaine.

L'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat a suscité un vif intérêt de la part d'organisations, de réseaux et de bailleurs spécialisés dans les domaines de l'éducation et du changement climatique. Les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat continuent de **partager activement leurs expériences** avec cette initiative et de **nouer des partenariats stratégiques** sur la scène mondiale, régionale et nationale.

Par exemple, lors du lancement de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat au Zimbabwe, les partenaires de l'initiative ont **publié des articles** décrivant l'expérience du Zimbabwe avec la première analyse des risques climatiques du pays sur les sites web du [GPE](#) et de l'[IIEP-UNESCO](#), ainsi que par l'intermédiaire des médias locaux. L'UNESCO a également fait valoir les efforts déployés par le pays pour [mieux adapter son programme scolaire, sa formation des enseignants et ses écoles au changement climatique](#). Ces articles contribuent à développer un corpus de connaissances sur la planification de l'éducation résiliente face au changement climatique dans le monde entier et garantissent que l'approche du Zimbabwe fondée sur des données probantes servira d'exemple à d'autres pays qui rencontrent également ce genre de défis posés par le changement climatique.



Au niveau international, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont présenté les progrès réalisés dans le cadre de l'initiative à travers diverses **activités de plaidoyer à l'échelle mondiale**, notamment des événements organisés dans le cadre du Partenariat pour une éducation verte. Par exemple, la direction de l'UNESCO a mis en avant les expériences acquises dans le cadre de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat lors du Forum mondial sur l'éducation en mai 2024, et un représentant du GPE a été invité à partager les meilleures pratiques de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat lors de la session portant sur une éducation plus verte à l'occasion de la réunion de bilan du Sommet des Nations Unies sur la transformation de l'éducation qui a eu lieu en juin 2024. De plus, les partenaires mondiaux et nationaux de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont présenté l'initiative lors de célèbres forums, tels que le Forum mondial *Schools2030*, la Semaine d'action pour le climat de Londres, un webinaire sur la sécurité dans les écoles organisé par la GADRRRES, le groupe de travail de l'organisation de la société civile L'Éducation sans délai, l'appel trimestriel du Réseau mondial pour la réponse à l'éducation et à l'environnement (GREEN), et par le biais d'engagements avec des organisations telles que le réseau mondial des plans nationaux d'adaptation, le *NDC Partnership* et le Fonds vert pour le climat.

En ce qui concerne les programmes scolaires, la pédagogie et la formation des enseignants, un **groupe de soutien mondial** a été créé, composé d'experts spécialisés dans les domaines des programmes scolaires et de l'éducation au changement climatique. Ce groupe a pour vocation de renforcer le processus d'examen de la qualité dans la mise en œuvre de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat au niveau du pays, en s'appuyant sur le guide sur l'écologie dans les programmes scolaires et les normes de qualité des écoles vertes récemment publiés par le Partenariat pour une éducation verte à la suite d'une série de consultations approfondies et d'essais dans différents pays qui ne font pas actuellement partie de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat. Le groupe de soutien facilitera également l'apprentissage entre les pays bénéficiaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, en documentant systématiquement les bonnes pratiques et les enseignements tirés, qui seront rendus publics. Dans chaque pays bénéficiaire de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, une séance d'information est systématiquement organisée avec des experts nationaux (le Zimbabwe était le premier de la série en juillet 2024), suivie d'un encadrement et de conseils pendant la période de mise en œuvre. Le groupe de soutien mondial permettra également aux pays bénéficiaires de partager leurs connaissances.

### **Séminaire de formation en ligne sur les systèmes éducatifs intégrant le climat**

Le 7 novembre 2024, le Partenariat pour une éducation verte a organisé le premier d'une série de séminaires de formation en ligne intitulé « Les systèmes éducatifs intégrant le climat : une approche holistique pour rendre l'éducation plus verte ». Plus de 750 participants issus des 96 États membres et plus de 1 600 organisations membres du Partenariat pour une éducation verte se sont inscrits, notamment les fonctionnaires techniques des ministères, les membres de la délégation permanente auprès de l'UNESCO, les partenaires de développement et les organisations concernées.

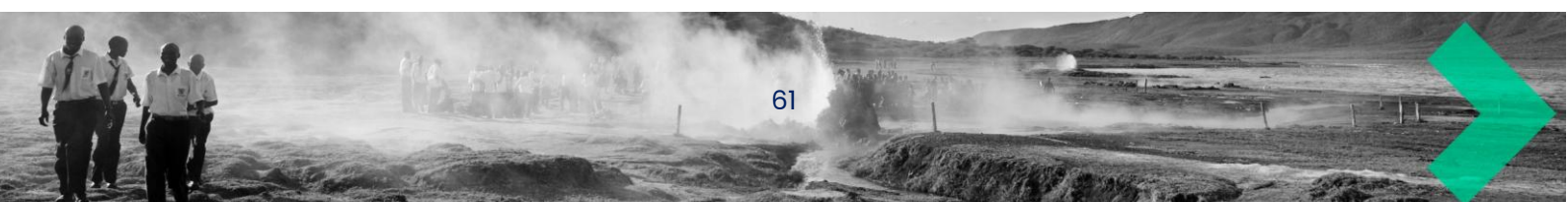
Le séminaire en ligne avait pour objectifs de :



- 1) sensibiliser les participants à l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ;
- 2) démontrer comment le cadre d'action à sept dimensions peut briser les silos en mettant l'accent sur la complémentarité ;
- 3) faire valoir le rôle essentiel de la collaboration multipartite au niveau national et mondial ; et
- 4) donner des exemples concrets de l'initiative en cours au Zimbabwe.

**Les points forts :**

- ➔ Le ministère zimbabwéen de l'Enseignement primaire et secondaire a présenté la méthodologie et les résultats de l'analyse des risques climatiques et des capacités élaborée dans le cadre de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat .
- ➔ Les participants ont tiré des enseignements des efforts déployés par le Zimbabwe pour améliorer la coordination interministérielle sur les questions liées au changement climatique par le biais de réunions et d'ateliers, qui ont débouché sur une feuille de route visant à améliorer la coopération en matière d'adaptation au changement climatique entre le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire et d'autres secteurs.
- ➔ Le ministère zimbabwéen de l'Éducation a également fait part des progrès réalisés pour adapter les programmes scolaires et la formation des enseignants au changement climatique, en travaillant avec des partenaires pour mener des examens complets des matériels existants et en participant à des activités de cocréation pour renforcer l'adaptation au changement climatique.





### **Activités de plaidoyer en faveur de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat et de l'éducation dans les CDN et les PNA lors de la 29<sup>ème</sup> Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques**

Lors de la 29<sup>ème</sup> Conférence des Parties sur les changements climatiques (COP 29) organisée par les Nations Unies, les participants ont adopté les Principes directeurs de Bakou en matière de développement humain pour la résilience climatique, un ensemble de principes fondamentaux qui traduisent l'orientation stratégique et les aspirations en matière de développement humain dans le cadre de la résilience climatique. Pour la toute première fois, l'éducation a été intégrée dans le programme officiel de la présidence de la COP et, en effet, les principes directeurs de Bakou prévoient deux principes sur l'éducation au changement climatique, et appellent à intégrer l'éducation dans les contributions déterminées au niveau national (CDN) et les plans nationaux d'adaptation (PNA). Par ailleurs, une déclaration commune sur l'Initiative de Bakou en faveur du développement humain pour la résilience climatique fait référence à la Déclaration sur le programme commun pour l'éducation et le changement climatique qui a été adoptée lors de la 28<sup>ème</sup> Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques, et appelle les pays à intégrer l'éducation au changement climatique dans les politiques et les financements plus larges en matière d'éducation et de changement climatique et à s'engager à renforcer le dialogue à l'intersection entre la politique climatique et le développement humain.

Le 18 novembre 2024, à l'occasion de la Journée inaugurale du développement humain, la présidence de la COP 29 a organisé une réunion de haut niveau, afin d'avoir une vue d'ensemble de la manière dont le changement climatique affecte le développement humain. Cette réunion a été suivie d'une série de tables rondes ciblées. Au cours de cet événement, un représentant de l'UNESCO a mis en avant l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat comme un exemple de la manière dont les pays peuvent bénéficier d'un soutien stratégique pour intégrer le changement climatique dans leurs systèmes éducatifs. Des représentants du GPE ont assisté à divers événements, notamment la table ronde ministérielle sur l'éducation verte organisée conjointement par l'UNESCO et l'OCDE, qui a servi de deuxième réunion annuelle du Partenariat pour une éducation verte. L'UNESCO a mis en avant l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat lors de divers autres événements parallèles, à savoir :

- 1) une session portant sur les systèmes éducatifs résilients face au changement climatique dans les pays les plus vulnérables, coorganisée par l'équipe du Rapport mondial de suivi sur l'éducation, la Banque islamique de développement et L'Éducation sans délai ;
- 2) un dialogue international *Reach Out To All* (ROTA) sur l'avenir de l'éducation au changement climatique, coorganisé par la Fondation *Education Above All* au nom de l'État du Qatar et du Royaume du Maroc, en collaboration avec l'UNESCO et le PNUD ;
- 3) une réunion informelle de l'Alliance des Nations Unies sur l'Action pour l'autonomisation climatique (ACE) comme l'une des activités essentielles que les organismes des Nations Unies et d'autres partenaires mettent en œuvre dans le cadre du programme de l'ACE ;



- 4) un événement parallèle organisé par le Jeune champion du climat de la présidence de la COP 29 et la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) ; et
- 5) un événement parallèle intitulé « Atteindre les objectifs du Partenariat pour une éducation verte grâce à la qualité : les principaux facteurs », organisé par la Fondation pour l'éducation à l'environnement, l'*Office for Climate Education* et le *Centre for Environment Education* (CEE) en Inde, s'est penché sur les progrès réalisés par le Partenariat pour une éducation verte.



## 5) Les enseignements tirés de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat

L'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat a permis de réaliser des progrès considérables pour promouvoir la résilience climatique et la durabilité dans les systèmes éducatifs des pays participants. Au fur et à mesure que l'initiative progresse, il est essentiel de réfléchir aux enseignements tirés pour comprendre son incidence et identifier les domaines susceptibles d'être améliorés. Cette partie donne un aperçu des enseignements de haut niveau qui ont été tirés de l'initiative, examine les enseignements et les résultats spécifiques à chacune des sept composantes de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, et partage des réflexions sur les stratégies et les mesures d'adaptation entreprises par les partenaires.

### 5.1) Les enseignements de haut niveau

Enseignement n° 1 : l'engagement du gouvernement

**LES GOUVERNEMENTS SONT TRÈS ENGAGÉS DANS L'INITIATIVE CSEI ET LE RÔLE DE L'ÉDUCATION DANS L'ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA VIABILITÉ ENVIRONNEMENTALE EST DE PLUS EN PLUS RECONNU.**

L'engagement des représentants des ministères de l'Éducation et de l'Environnement (ainsi que d'autres ministères clés tels que le ministère chargé des travaux publics et les équivalents des bureaux nationaux de gestion des catastrophes) lors de la phase initiale du projet et pendant la mise en œuvre des activités de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat a été encourageant. Les pays participants soulignent la pertinence et la ponctualité du projet, ainsi que son importance dans la lutte contre le changement climatique grâce à son approche globale. Les gouvernements ont fait preuve d'un grand enthousiasme pour mettre en œuvre les activités, en désignant des interlocuteurs au sein des départements techniques, soit pour l'initiative dans son ensemble, soit pour les différents domaines d'activité.

**Témoignage de S.E. Lim Sothea, directeur général des politiques et de la planification au ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports du Cambodge, sur l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat**

« Le soutien de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat est essentiel pour créer un système éducatif plus résistant au Cambodge. Il permet de garantir que les élèves continuent à apprendre, même en cas de perturbations provoquées par le changement climatique, et de les doter des connaissances et des compétences nécessaires pour bâtir un avenir plus durable. »



Par ailleurs, l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat avait pour objectif de renforcer les capacités, ce qui a été très apprécié par les autorités publiques, qui ont désigné des participants compétents aux niveaux national et infranational pour prendre part aux diverses activités menées dans le cadre de l'initiative. Cela a permis de cocréer et de corédiger avec les équipes techniques nationales des outils et des documents au cours de la mise en œuvre.

Au Zimbabwe, par exemple, la corrélation entre le changement climatique et l'éducation est de plus en plus reconnue. Le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire a affirmé son engagement à l'égard de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, et a précisé qu'il était très intéressé d'obtenir une description détaillée des effets du changement climatique sur le secteur de l'éducation. Plus précisément, les responsables de l'éducation au niveau provincial ont fait preuve d'un grand engagement à cet égard et ont contribué de manière très constructive aux discussions lors des deux ateliers sur l'analyse des risques climatiques organisés à Harare. Ils ont également contribué de manière très précieuse à l'élaboration de l'analyse des risques climatiques pour le secteur de l'éducation, en s'appuyant sur leur connaissance de la situation au niveau local. Cela montre qu'il est important de continuer à impliquer les responsables de l'éducation au niveau provincial dans les prochaines activités, notamment les ateliers, la formation et les sessions de travail.

## Enseignement n° 2 : la collaboration et la coordination

**L'INITIATIVE CSESI OFFRE DES OPPORTUNITÉS STRATÉGIQUES POUR ENCOURAGER LA COLLABORATION ET LA COORDINATION INTERSECTORIELLES ENTRE LES PARTIES PRENANTES DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION ET DU CHANGEMENT CLIMATIQUE.**

Dès le début, l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat a organisé des missions exploratoires et des concertations avec les parties prenantes en vue d'intégrer divers représentants des ministères de l'Éducation et de l'Environnement, des autorités chargées de la gestion des catastrophes, des ministères chargés des travaux publics, des partenaires de développement et des organisations de la société civile. Cette approche inclusive permet aux parties prenantes de collaborer pour partager leurs préoccupations et garantit qu'une grande variété de perspectives et d'expertises est intégré dans la planification des activités.





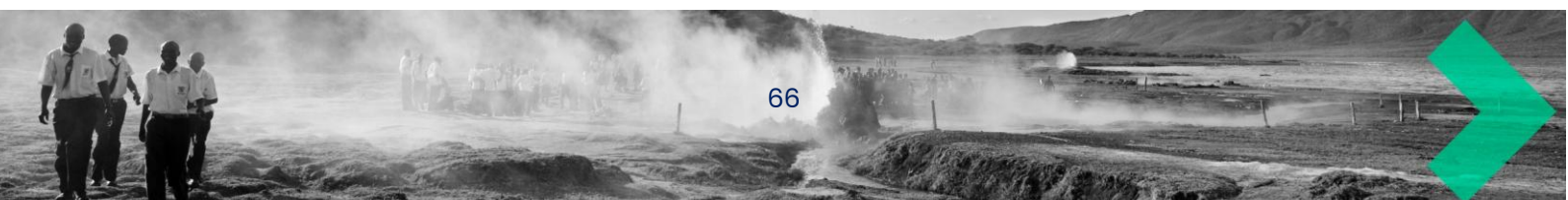


Un groupe diversifié d'acteurs clés se réunit pour un atelier visant à renforcer la coordination au Soudan du Sud. Save the Children Soudan du Sud/Ojara Georg.

### **Témoignage d'Ojara George, spécialiste de la réduction des risques de catastrophes et de l'adaptation au changement climatique au sein du bureau national de *Save the Children International* au Soudan du Sud**

« La collaboration se trouve au cœur de ce projet. Grâce à notre partenariat avec l'UNESCO et l'IIPE-UNESCO, ainsi qu'à l'engagement actif des ministères et des organisations de la société civile, nous créons une réelle dynamique de changement. À mes collègues qui mènent des initiatives similaires, je dis : soyez fiers de votre travail. Nous jetons les bases d'un avenir meilleur et plus résilient. »

Pendant la phase de mise en œuvre, les participants aux ateliers, réunions, formations et séances de travail issus de tous les pays ont fait valoir l'importance de réunir les parties prenantes qui n'ont pas souvent l'occasion de collaborer. Au Cambodge, par exemple, les participants au niveau provincial ont fait remarquer que l'atelier sur l'analyse des risques a marqué leur première rencontre en personne avec des fonctionnaires du ministère des Ressources en eau et de la Météorologie. Ces interactions s'avèrent cruciales pour pouvoir échanger efficacement des informations entre les différents secteurs et les différents niveaux de gouvernement ; tandis que les fonctionnaires du ministère de l'Éducation se familiarisent avec les systèmes d'alerte précoce, et les experts en gestion des crises et des risques apprennent à mieux adapter leurs outils pour répondre aux besoins spécifiques du secteur de l'éducation.



### L'ALIGNEMENT DES ACTIVITÉS DE L'INITIATIVE CSEI SUR LES PRIORITÉS ET LES INITIATIVES NATIONALES EXISTANTES PERMET D'ACCROÎTRE L'IMPACT.

Depuis le lancement de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat , les partenaires se sont efforcés d'aligner l'initiative sur les programmes nationaux existants. Au Zimbabwe, au Malawi, au Cambodge et au Soudan du Sud, qui ont débuté la phase de mise en œuvre de l'initiative, de nombreux projets liés au changement climatique ont déjà fait des avancées importantes. Bien que certains projets nationaux évoluent encore en termes de portée et de durabilité, ces derniers présentent d'excellentes opportunités de développement et d'amélioration au fur et à mesure que des financements et un soutien à plus long terme deviennent disponibles et que les mécanismes de coordination deviennent plus structurés. L'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat tire parti de ces expériences en s'appuyant sur les bonnes pratiques et en les intégrant dans son approche de renforcement des capacités, afin d'institutionnaliser l'adaptation au changement climatique et la viabilité environnementale dans le secteur de l'éducation pour garantir un impact à long terme.

Par exemple, au Zimbabwe, dans le cadre du Partenariat pour une éducation verte, la norme de qualité pour des écoles vertes a été testée dans le pays et, en parallèle, les outils d'inspection des écoles du pays ont été récemment révisés et mis à jour. En s'inspirant de ces deux efforts, l'activité de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat visant à définir les normes de qualité pour les écoles intégrant le climat permet de mieux remettre les normes dans le contexte de la réalité locale du système éducatif. Par ailleurs, le ministère de l'Enseignement primaire et secondaire a l'intention de réviser les outils d'inspection pour mesurer les normes des écoles intégrant le climat, ce qui permettra au Zimbabwe d'atteindre son objectif qui consiste à améliorer la résilience des écoles face aux effets du changement climatique.

Au Soudan du Sud, le dernier plan sectoriel de l'éducation (PSE) du pays prévoyait de créer un groupe de travail technique sur le changement climatique et l'éducation dans les situations d'urgence. Grâce à l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat , cette ambition s'est concrétisée, et les autres activités de l'initiative contribueront également à mettre en œuvre le PSE du pays.



### L'INTÉRÊT ET LA DEMANDE DES PAYS NON BÉNÉFICIAIRES DE L'INITIATIVE CSESI POUR APPRENDRE ET DÉPLOYER LES ACTIVITÉS DE L'INITIATIVE AUGMENTENT.

À mesure qu'un plus grand nombre de pays et de parties prenantes sont informés de l'existence de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, nous constatons une forte augmentation de l'intérêt et de la demande de la part de pays non bénéficiaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat qui souhaitent tirer des enseignements de ce projet. Par exemple, dans le domaine des programmes scolaires, de la pédagogie et de la formation des enseignants, les pays souhaitent comprendre comment l'éducation au changement climatique a été intégrée dans les systèmes éducatifs. La dernière norme mondiale définie par le Guide sur l'écologie dans les programmes scolaires et les Normes de qualité pour des écoles vertes a suscité un intérêt particulier, dès lors que la réforme des programmes scolaires et d'autres opportunités majeures peuvent ne pas être facilement disponibles dans un pays. De nombreuses parties prenantes ont également manifesté leur intérêt d'avoir accès au matériel d'apprentissage pour les concepteurs pédagogiques et les décideurs politiques, la formation des enseignants et les activités en classe élaborées par le biais de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, afin qu'ils puissent s'en inspirer pour l'adapter aux besoins de leur propre pays. En ce qui concerne l'accès au financement de l'action climatique, les membres du groupe local des partenaires de l'éducation au Soudan et en Tanzanie ont contacté l'équipe du projet CSESI pour mieux comprendre comment ils peuvent aider les partenaires de leur ministère de l'Éducation à étudier les possibilités d'obtenir un financement de l'action climatique.

Cette observation ne guide pas seulement la mise en œuvre, mais soulève également des points importants à prendre en considération pour les activités de communication de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, afin de garantir que les réalisations et les résultats de l'initiative sont partagés avec le réseau mondial de praticiens. Il serait également utile de mettre en avant les réalisations des pays bénéficiaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat dans le cadre du suivi global des progrès réalisés en matière d'éducation au changement climatique. Par exemple, alors que la COP 30 de novembre 2025 devrait faire le bilan des progrès réalisés au niveau mondial sur les quatre piliers du Partenariat pour une éducation verte, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat peuvent s'assurer que les pays bénéficiaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat qui ont intégré le Guide sur l'écologie dans les programmes scolaires et les Normes de qualité pour des écoles vertes soient dûment mis en avant, afin de pouvoir répondre à l'intérêt croissant des pays qui ne bénéficient pas de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat.



## 5.2) Les enseignements au niveau des composantes

En plus des enseignements de haut niveau qui illustrent les résultats obtenus et les défis rencontrés dans le cadre de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat au niveau global, chaque composante de l'initiative offre des perspectives uniques sur son domaine d'intervention spécifique. Il est intéressant de noter que les pays ont systématiquement classé les activités dans chacune des sept composantes par ordre de priorité, en indiquant la nécessité et la pertinence de chacun des domaines.

Ces enseignements tirés de chacune des composantes font ressortir les complexités et les opportunités que laissent entrevoir l'intégration de l'adaptation au changement climatique et de la durabilité dans les systèmes éducatifs. Les parties suivantes se penchent sur ces enseignements et présentent des idées et des exemples concrets issus d'expériences sur le terrain.

### COMPOSANTE 1 : DES POLITIQUES ET UNE PLANIFICATION FONDÉES SUR DES DONNÉES PROBANTES

**Le défi :** Dans la plupart des pays où les activités de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont débuté, la base de données probantes relatives aux effets du changement climatique sur le système éducatif est limitée, et le secteur de l'éducation n'est pas suffisamment intégré dans les politiques et les stratégies de lutte contre le changement climatique et de réduction des risques de catastrophes. De même, les problématiques relatives au changement climatique ne sont pas intégrées de manière cohérente dans les plans sectoriels de l'éducation, ce qui se traduit par un manque d'alignement entre ces domaines politiques essentiels.

**La réponse :** Conscients de ces lacunes, les ministères de l'Éducation de huit pays se sont efforcés, à ce jour, de renforcer en priorité les capacités d'analyse des risques climatiques dans le secteur de l'éducation au niveau national. Toutefois, jusqu'à présent, seulement deux pays ont fait valoir l'importance d'élaborer des stratégies pour le secteur de l'éducation visant à favoriser l'adaptation au changement climatique et la viabilité environnementale, ainsi qu'à intégrer l'éducation dans les prochains plans nationaux d'adaptation (PNA), ce qui prouve qu'il est nécessaire de sensibiliser davantage le public et qu'il est important d'intégrer systématiquement le secteur de l'éducation dans les débats plus larges sur le changement climatique. Les pays doivent mettre à jour leurs CDN en 2025, ce qui représente une excellente occasion pour les ministères de l'Éducation de s'engager activement dans le processus et de plaider en faveur de l'intégration de l'éducation en tant que composante essentielle des stratégies nationales de lutte contre le changement climatique. Un tel engagement peut garantir que le secteur de l'éducation renforce sa résilience face aux effets du changement climatique et contribue de manière considérable aux mesures d'atténuation et d'adaptation.





## COMPOSANTE 2 : UNE COORDINATION INTERSECTORIELLE ET INTERNE

**Le défi :** La coordination intersectorielle entre les ministères de l'Éducation et les ministères de tutelle chargés du changement climatique et de la gestion des risques de catastrophes a été identifiée comme une lacune lors de la plupart des missions exploratoires réalisées jusqu'à présent. Par conséquent, le secteur de l'éducation ne figure généralement pas dans les plans et les politiques de lutte contre le changement climatique, notamment les PNA et les CDN, et lorsque c'est le cas, la priorité est souvent accordée aux programmes scolaires plutôt qu'aux composantes plus larges axées sur un système éducatif résilient au changement climatique. Les parties prenantes du secteur de l'éducation sont également souvent exclues des comités de coordination sur le changement climatique au niveau national et infranational, et les ministères chargés du changement climatique ne sont pas toujours au courant des initiatives menées par le secteur de l'éducation ou ne sont pas impliquées.

**La réponse :** Les pays bénéficiaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont commencé à étudier les possibilités d'améliorer la coordination entre les autorités chargées de la gestion des catastrophes et le secteur de l'éducation, afin d'améliorer la gestion de la sécurité dans les écoles et la capacité des écoles à faire face aux catastrophes. Au Zimbabwe, une formation sur les processus de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a rassemblé divers ministères et a permis au ministère de l'Enseignement primaire et secondaire de préparer un mandat pour établir un comité de coordination intersectoriel spécialisé dans les secteurs du changement climatique et de l'éducation. Les ministères de l'Éducation étudient également les possibilités de renforcer la coordination interne sur le changement climatique, la réduction des risques de catastrophe et la sécurité dans les écoles. Par exemple, au Soudan du Sud, l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat aidera le ministère de l'Éducation générale et de l'Instruction à préparer le mandat d'un interlocuteur chargé de coordonner les initiatives en matière de changement climatique dans les différents départements du ministère.

## COMPOSANTE 3 : L'ACCÈS AU FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

**Le défi :** Au cours des missions exploratoires, les ministères de l'Éducation ont indiqué ne pas connaître : 1) ce qu'est le financement de la lutte contre le changement climatique dans la pratique ; 2) les différents mécanismes de financement de la lutte contre le changement climatique qui existent ; et 3) les opportunités pour le secteur de l'éducation et la manière dont ils devraient s'engager. Pour ces raisons, le secteur de l'éducation n'a pas accédé au financement de la lutte contre le changement climatique, puisque seulement 0,03 % du financement de la lutte contre le changement climatique est alloué au secteur de



l'éducation. Une évolution prometteuse a été constatée dans tous les pays bénéficiaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat , dès lors que les ministères de l'Éducation ont manifesté leur souhait d'étudier les possibilités d'accéder au financement de la lutte contre le changement climatique. Cependant, le financement de l'action climatique est une toute nouvelle thématique pour de nombreux ministères de l'Éducation, qui ont encore beaucoup à apprendre sur le sujet, tout comme leurs groupes locaux des partenaires de l'éducation.

**La réponse :** Pour combler ces lacunes, la mise en œuvre des activités de financement de la lutte contre le changement climatique dans les pays bénéficiaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat a commencé par une étude documentaire initiale de l'état du financement de la lutte contre le changement climatique et des opportunités potentielles dans chaque pays. Cette étude a été suivie de réunions bilatérales avec les ministères, les bailleurs de fonds et d'autres partenaires afin de mieux comprendre leurs priorités et toutes les possibilités d'accès au financement de la lutte contre le changement climatique pour le secteur de l'éducation. Les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat se sont également efforcés de sensibiliser le public au financement de l'action climatique grâce à une formation intitulée « *Climate Finance 101* » et collaboreront avec les ministères pour élaborer des feuilles de route sur le financement de la lutte contre le changement climatique, afin d'aider le secteur de l'éducation à accéder à ce type de financement. Un grand nombre des données de base de ce pilier sont maintenant réutilisées, développées et contextualisées pour être utilisées dans d'autres pays, en bénéficiant des économies d'échelle de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat , qui est une initiative multinationale.

## COMPOSANTE 4 : DES DONNÉES ET DES ÉLÉMENTS CONCRETS SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE POUR ORIENTER LA PLANIFICATION ET LES POLITIQUES DE L'ÉDUCATION

**Le défi :** L'utilisation des données sur le changement climatique et la réduction des risques de catastrophe pour la planification de l'éducation reste une lacune importante en termes de capacités dans de nombreux ministères de l'Éducation. Bien que les données sur le changement climatique et les catastrophes soient de plus en plus disponibles, le potentiel de fusion de ces données avec les données sur l'éducation pour une planification de l'éducation résiliente face au changement climatique reste encore largement inexploité. Parmi tous les pays engagés dans l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat , seulement un a déjà intégré des données sur le changement climatique dans ses outils du système d'information pour la gestion de l'éducation. Cela souligne la nécessité d'adopter une approche systématique pour intégrer les données sur le changement climatique dans les systèmes de planification et de suivi du secteur de l'éducation.



**La réponse :** Conscients de ces défis, quatre pays ont exprimé le besoin de renforcer leurs capacités pour cartographier les sources de données et les outils existants, et pour améliorer les mécanismes de collecte de données au sein des ministères de l'Éducation. De

## COMPOSANTE 5 : DES INFRASTRUCTURES PLUS SÛRES ET PLUS VERTES

plus, trois pays ont demandé une formation spécialisée et des initiatives visant à renforcer les capacités adaptées à leurs besoins spécifiques pour pouvoir utiliser efficacement les données sur le changement climatique et l'éducation, notamment les données géospatiales, à des fins de planification. Outre le personnel chargé des systèmes d'information pour la gestion de l'éducation, il est également urgent de renforcer les capacités en matière de données au sein des ministères de l'Éducation, afin de garantir que les problématiques du changement climatique sont intégrées dans la prise de décision et l'élaboration des politiques en matière d'éducation. Comblar ces lacunes permettra de libérer le potentiel d'une planification et d'une gestion de l'éducation résilientes face au changement climatique et fondées sur des données probantes.

**Le défi :** Aucun des pays ayant bénéficié de l'initiative à ce jour n'a étudié spécifiquement les effets du changement climatique sur les infrastructures scolaires, mais tous les pays souhaitent comprendre ces effets à l'avenir. S'il existe de bons exemples d'intégration de la « sécurité » dans la conception des écoles pour des risques tels que les tremblements de terre (secousses) et les cyclones (fortes charges de vent), des lacunes subsistent pour atténuer les effets de la chaleur extrême. Il s'agit d'un point essentiel, dès lors que les modèles climatiques prévoient que les chaleurs extrêmes se généraliseront dans la plupart des pays qui participent à l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, et il a été largement démontré que la chaleur a des effets néfastes sur l'enseignement et l'apprentissage.

De plus, cette composante implique inévitablement plusieurs parties prenantes et ministères différents issus d'autres secteurs que l'Éducation dans la construction et l'entretien des bâtiments scolaires. Par ailleurs, dans les pays bénéficiaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, une grande partie de la construction des écoles est financée par l'aide au développement et s'effectue dans le cadre d'approches par projet d'ampleur et d'intégration différentes dans le réseau de partenaires clés, ce qui signifie qu'elle est fragmentée et qu'elle n'est pas toujours coordonnée de manière efficace.

**La réponse :** Jusqu'à présent, les pays participant à l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont identifié comme priorité de réviser les directives de construction en vigueur, de concevoir de nouveaux bâtiments scolaires adaptés au changement climatique et à l'environnement, et d'évaluer le coût d'éventuelles modifications. En effet, il y a actuellement une forte demande pour examiner des approches rentables pour moderniser et entretenir des établissements scolaires existants. Les missions exploratoires ont également montré qu'il était essentiel d'examiner l'environnement scolaire dans son ensemble au-delà des infrastructures, notamment les terrains et les territoires scolaires, et



de garantir la sécurité et l'accès des filles, des garçons et des enfants en situation de handicap, ce qui se rapporte aux discussions sur la gestion de la sécurité dans les écoles et la continuité éducative décrites ci-dessous.

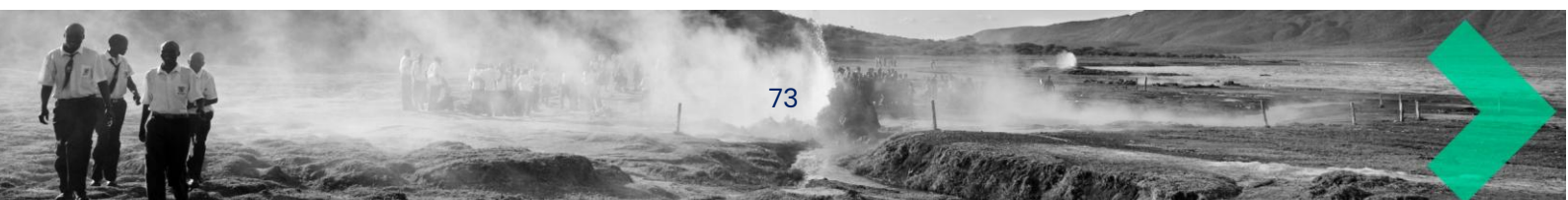
Cette composante a suscité un grand intérêt, notamment les possibilités de collaborer avec les autres partenaires, outre les gouvernements, qui sont impliqués dans la construction

## COMPOSANTE 6 : LA SÉCURITÉ DANS LES ÉCOLES ET LA CONTINUITÉ ÉDUCATIVE

des écoles à grande échelle, dont la Banque mondiale. Les directives révisées et mises à jour par l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat peuvent ainsi être mises en œuvre par les autres partenaires. Une fois que quelques pays auront revu la conception de leurs écoles, l'équipe du projet CSESI pourra commencer à élaborer des directives générales en s'appuyant sur des cas concrets de conception révisée, afin de faciliter le processus de révision dans les prochains pays et de bénéficier des économies d'échelle de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat.

**Le défi :** Bien que plusieurs pays bénéficiaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat aient acquis de l'expérience avec la mise en œuvre du deuxième pilier du Cadre global pour la sécurité scolaire portant sur la gestion de la sécurité dans les écoles et la continuité éducative, notamment en entreprenant une analyse participative des risques au niveau des écoles et en préparant des plans de sécurité pour les écoles, le changement à grande échelle s'est avéré compliqué, en particulier pour orienter les cadres ou les outils qui sont gérés par les ministères de l'Éducation et qui sont déployés dans le cadre de leurs politiques et leurs pratiques habituelles de direction et de gestion des établissements scolaires.

**La réponse :** Les activités visant à améliorer la gestion de la sécurité dans les écoles et la continuité éducative sélectionnées par les pays bénéficiaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat au Cambodge, au Malawi et au Soudan du Sud sont adaptées aux priorités du pays. Par exemple, au Cambodge, un cadre directeur mis en œuvre par le ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports, qui rassemble différentes approches connexes, a été mis au premier plan. Au Malawi, le ministère de l'Éducation élabore actuellement des procédures opérationnelles permanentes pour les situations d'urgence provoquées par le changement climatique, ainsi que des directives visant à limiter l'usage des écoles comme abris temporaires. Au Soudan du Sud, le premier plan d'urgence pour le secteur de l'éducation sera déployé auprès des responsables de l'éducation et des écoles au niveau infranational. Les directives du deuxième pilier du Cadre global pour la sécurité scolaire préparées par l'Alliance mondiale pour la réduction des risques de catastrophe et la résilience dans le secteur de l'éducation, les directives du Cluster éducation global relatives à la préparation et aux mesures préventives, et les normes de qualité pour des écoles vertes du Partenariat pour une éducation verte permettront de guider la mise en œuvre de cette composante, en vue de garantir une approche globale.





## COMPOSANTE 7 : DES PROGRAMMES SCOLAIRES PLUS VERTS, DES ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES AXÉES SUR LE CLIMAT ET UNE FORMATION PERTINENTE DES ENSEIGNANTS

**Le défi :** Bien que les révisions des programmes scolaires planifiées ou en cours de réalisation constituent une excellente occasion d'y intégrer l'éducation au changement climatique, en incorporant les questions de durabilité et d'environnement dans les cadres en vigueur, très peu de pays sont actuellement en mesure d'entreprendre de telles révisions. Dans de nombreux cas, les programmes sont déjà obsolètes ou subissent des changements lents et progressifs qui ne permettent pas toujours d'intégrer immédiatement de nouvelles thématiques telles que le changement climatique. Par conséquent, il n'est pas réaliste de s'attendre à ce que les propositions d'intervention sur les programmes scolaires soient rapidement mises en œuvre dans tous les contextes.

Par ailleurs, dans la plupart des pays, il y a un véritable décalage entre les programmes de formation des enseignants et les programmes scolaires. La formation des enseignants ne met souvent pas suffisamment l'accent sur le contenu et les méthodes pédagogiques nécessaires pour enseigner efficacement le changement climatique ou la durabilité, alors que les programmes eux-mêmes ne se penchent pas toujours sur ces thématiques. Cette inadéquation du système, où la formation des enseignants n'est pas alignée sur les objectifs du programme scolaire, représente un défi supplémentaire pour les interventions de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat. Même si le programme scolaire est mis à jour pour intégrer le changement climatique, les enseignants peuvent ne pas être suffisamment formés pour enseigner ce sujet, ce qui complique davantage les efforts consentis pour obtenir des résultats positifs en matière de durabilité de l'environnement. Par conséquent, il est essentiel de remédier à ce décalage et d'harmoniser la formation des enseignants avec les programmes scolaires pour que les interventions menées dans le cadre de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat soient couronnées de succès.

**La réponse :** Le guide sur l'écologie dans les programmes scolaires constitue un outil précieux pour aider les pays à intégrer systématiquement le changement climatique et l'éducation au développement durable. Il adopte une approche globale, en abordant toutes les dimensions de l'apprentissage et en proposant des recommandations pour élaborer du contenu adapté à l'âge des élèves dans toutes les disciplines. Ce guide garantit que le changement climatique et la durabilité sont intégrés non seulement dans des matières spécifiques, mais aussi dans l'ensemble du programme scolaire, ce qui favorise une bonne compréhension de ces questions essentielles. Au Zimbabwe, les ateliers de cocréation sur l'adaptation au changement climatique de la formation des enseignants et du matériel didactique et pédagogique se sont avérés fructueux, et ont fait valoir l'importance de réunir les principales parties prenantes, notamment les formateurs d'enseignants, les experts en programmes scolaires et les représentants des ministères, en vue de collaborer pour mettre ce guide en application.



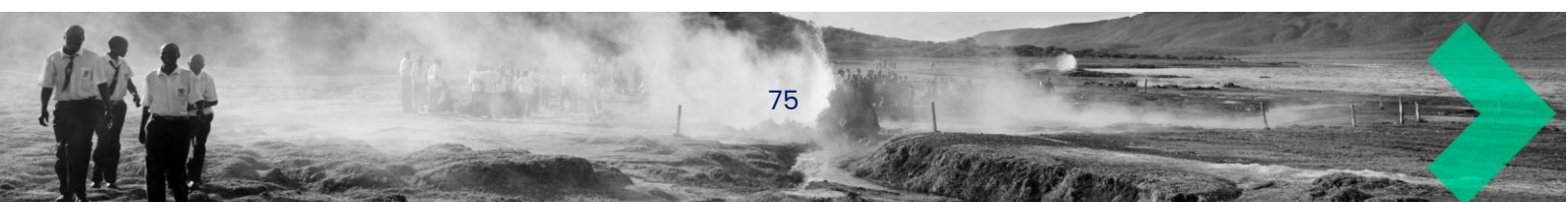
### 5.3) Réflexions sur l'approche et les stratégies d'adaptation de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat

Au cours de la période couverte par le présent rapport, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont continué à encourager les boucles de rétroaction internes, afin de déterminer les enseignements qu'il convient de tirer dans les principaux domaines tels que l'engagement du pays, l'établissement des priorités, l'alignement du plan de travail, l'intégration des questions de genre, la mise en œuvre, la gouvernance et la communication. La partie suivante présente certains de ces principaux enseignements, ainsi que les mesures d'adaptation qui ont été proposées par les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat pour améliorer davantage l'efficacité et l'impact de l'initiative au niveau national.

Il est primordial d'impliquer les **groupes locaux des partenaires de l'éducation** et les autres partenaires principaux dès le début pour réussir la mise en œuvre de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat. Ces groupes de parties prenantes jouent souvent un rôle important dans le dialogue du secteur de l'éducation, notamment dans la concertation à participation inclusive sur les politiques et la programmation, en approuvant le soutien du GPE et en promouvant la responsabilité mutuelle. Par conséquent, ces derniers devraient être impliqués tôt dans le processus. Les gouvernements comptent souvent sur le soutien des agences de coordination et des agents partenaires pour faire avancer les processus du GPE, ce qui peut entraîner des retards si leurs rôles ne sont pas clairement définis. Pour garantir un engagement efficace, des entretiens individuels avec les représentants des agences de coordination au tout début du processus peuvent faciliter les interactions et cadrer les discussions. L'équipe du projet CSESI s'efforce toujours de trouver le bon équilibre lorsqu'elle fait appel à un soutien extérieur pour apporter une expertise technique spécialisée aux équipes des ministères de l'Éducation et des groupes locaux des partenaires de l'éducation très occupées et réduire leur charge de travail, sans compromettre pour autant l'appropriation des activités au niveau local. Il s'agit toujours d'un équilibre délicat, dès lors que les activités menées par le pays progressent généralement plus lentement que prévu.

Le processus de **hiérarchisation des activités** de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat était différent d'un pays à l'autre, ce qui nous a permis de tirer des enseignements précieux sur la manière de simplifier cette étape cruciale. Conscients que les fonctionnaires chargés de hiérarchiser les activités et d'approuver les plans de travail ont souvent une lourde charge de travail, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont travaillé ensemble pour simplifier le processus de hiérarchisation et ont proposé une liste succincte d'activités envisageables aux représentants des ministères de l'Éducation à la fin des missions exploratoires, lorsqu'ils se trouvaient encore dans le pays. En général, une documentation concise et simple devrait permettre aux ministères de prendre plus facilement des décisions sur la hiérarchisation des activités et d'approuver plus rapidement les plans de travail.

**Les plans de travail de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont été élaborés dans le cadre de nombreuses concertations** au niveau national, et les partenaires



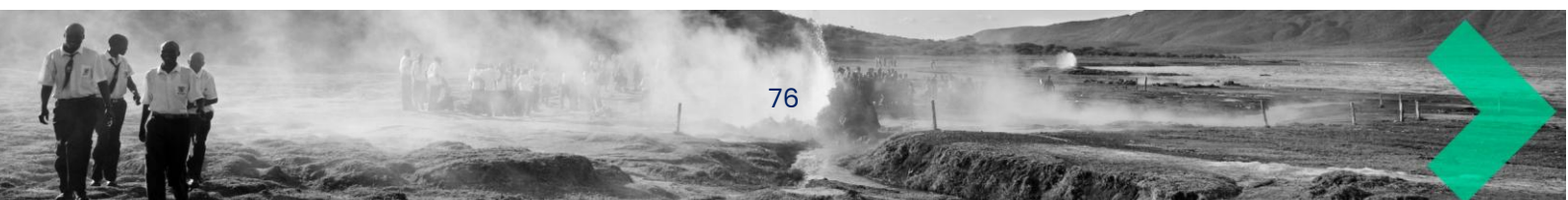
de l'initiative s'efforcent de formuler clairement la manière dont le soutien proposé **s'aligne sur les autres initiatives en cours**, notamment les programmes financés par le GPE. Pour garantir la cohérence, l'alignement et les synergies potentielles, un tableau récapitulatif est élaboré pendant la phase initiale, qui décrit clairement la façon dont les activités de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat se rapportent à d'autres initiatives nationales, telles que les pactes de partenariat ou un projet en cours dispensé par les partenaires. Par ailleurs, tout au long de la mise en œuvre, les principaux partenaires sont également invités à prendre part aux activités de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, ce qui favorise également l'alignement sur d'autres initiatives en cours.

**Intégrer les questions de genre** dans l'élaboration et l'exécution des plans de travail de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat est également d'une importance cruciale. Compte tenu des effets disproportionnés du changement climatique sur les femmes et les filles, et du rôle prépondérant que l'égalité des genres joue pour garantir l'égalité des chances en matière d'éducation et répondre aux besoins sexospécifiques dans la résilience aux changements climatiques, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat se sont efforcés d'intégrer la dimension de genre dans plusieurs activités visant à renforcer les capacités. Par exemple, l'élaboration des analyses des risques climatiques pour le secteur de l'éducation s'est appuyée sur des données ventilées par sexe et a examiné les vulnérabilités sexospécifiques aux risques climatiques. Les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat continueront à s'appuyer sur les outils et les guides existants en matière de planification intégrant la notion de genre et travailleront de manière proactive avec l'expertise interne dans le domaine du genre, afin de tenir compte de la problématique du genre tout au long du cycle du projet, de la phase initiale à l'élaboration du plan de travail, en passant par les modalités de mise en œuvre.

## 6) La gestion des risques

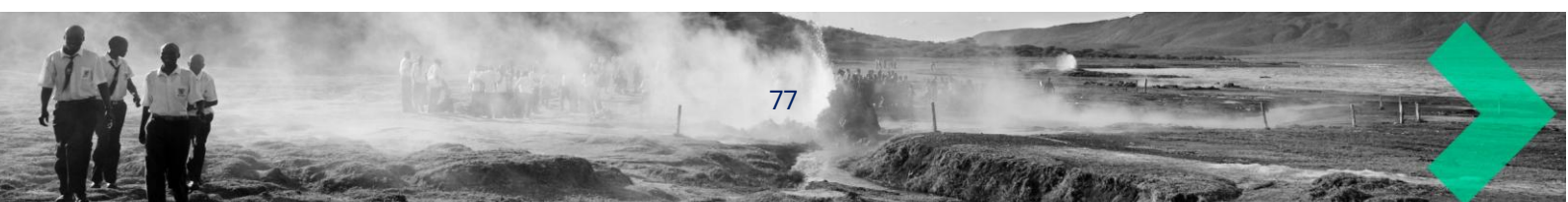
Pour garantir la réussite de la planification et de la mise en œuvre de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat, les partenaires ont constamment identifié et surveillé les risques internes et externes au niveau mondial et national, et ont rapidement pris les mesures d'atténuation nécessaires. Le tableau 6.1. présente les stratégies d'atténuation que les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont utilisées pour faire face aux risques associés à la mise en œuvre au cours de la période couverte par le présent rapport.

Le risque d'**instabilité politique** dans les pays participants pose des problèmes particuliers à la fois pendant la phase initiale et la phase de mise en œuvre. En plus de constituer une menace pour la sécurité de toutes les parties prenantes, les crises politiques peuvent également entraîner des retards importants dans la mise en œuvre. Au Bangladesh, l'agitation politique qui sévit actuellement a provoqué des retards dans la mission exploratoire. Ces troubles politiques empêchent l'initiative de progresser dans ces domaines.



Pour remédier à ces problèmes, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat surveillent activement la conjoncture politique, en étroite collaboration avec les équipes locales, afin de donner rapidement l'alerte en cas d'éventuelles perturbations. Ce suivi proactif permet d'ajuster le calendrier avant que les retards ne deviennent trop graves. En établissant une communication régulière avec les parties prenantes locales et nationales, l'initiative garantit une prise de décision et une programmation plus souple, en s'adaptant aux évolutions de l'environnement politique.

Outre l'instabilité politique, les **conditions climatiques** peuvent également avoir des répercussions sur la mise en œuvre des activités. Au Soudan du Sud, par exemple, la saison des pluies, qui s'étend de mai à octobre, provoque souvent des inondations dans certaines zones, ce qui les rend inaccessibles par la route et empêche les avions d'atterrir. Par conséquent, les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat ont adapté le calendrier de mise en œuvre des activités pour tenir compte des éventuels risques climatiques.





**Tableau 6.1 : Stratégies d'atténuation utilisées pour faire face aux risques associés à la mise en œuvre**

	Risque	Niveau	Note du risque	Mesures d'atténuation utilisées
1	Difficulté à faire en sorte que tous les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat concernés parviennent à un consensus sur les approches et la marche à suivre pour la planification et la mise en œuvre des activités.	mondial	faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer un échange continu avec tous les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat concernés aux niveaux mondial et national sur les questions techniques et de gestion, afin de garantir une vision commune des objectifs et des approches du programme.</li> </ul>
2	Manque d'appropriation par les acteurs locaux, ce qui peut entraver la mise en œuvre efficace des activités.	national	faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Concevoir les activités du programme au niveau national en collaboration avec les principales parties prenantes au niveau local afin de favoriser l'appropriation du programme.</li> <li>• Élaborer des guides et des outils conviviaux et pragmatiques en s'appuyant sur les besoins locaux plutôt que sur des documents théoriques ou conceptuels.</li> </ul>
3	Faible volonté politique des différents acteurs du secteur de l'éducation d'adopter des approches résilientes au changement climatique.	national	faible	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Assurer un dialogue régulier avec les décideurs politiques.</li> <li>• Mener et promouvoir continuellement des activités de plaidoyer en faveur d'une planification résiliente au changement climatique.</li> <li>• Intégrer des activités spécifiques ciblant les décideurs politiques.</li> </ul>
4	Les troubles sociopolitiques et les risques naturels dans les pays sélectionnés perturbent la planification et la mise en œuvre des activités proposées.	national	modéré	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Travailler en étroite collaboration avec les équipes nationales pour surveiller les signes d'alerte précoce, afin de pouvoir réagir et réorienter les activités en fonction des besoins.</li> <li>• Identifier d'autres modes de planification et de mise en œuvre</li> </ul>



				(par exemple, plus de soutien à distance, etc.).
5	Inflation, dégradation de la conjoncture économique entraînant une baisse des investissements dans les secteurs sociaux, notamment l'éducation, l'adaptation au changement climatique et la viabilité environnementale.	mondial et national	modéré	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Veiller à ce que les programmes soient conçus pour répondre aux besoins prioritaires et cibler les enfants et les communautés les plus marginalisés victimes du changement climatique.</li> <li>• Poursuivre les activités de plaidoyer à tous les niveaux pour mettre l'éducation au premier plan.</li> </ul>

## 7) Rapports financiers

Financement de mise en œuvre dans le pays				
Budget approuvé	Budget de l'UNESCO	Total des dépenses de l'UNESCO au 31 décembre 2024	Budget de Save the Children	Total des dépenses de Save the Children au 31 décembre 2024
Zimbabwe	422 712,00	221 211,07	174 999,00	37 110,00
Malawi	387 194,00	64 363,62	312 806,00	16 073,00
Cambodge	510 869,00	91 812,95	188 000,00	3 421,00
Soudan du Sud	465 340,00	0	234 501,00	620
<b>Total</b>	<b>1 786 115,00</b>	<b>377 387,64</b>	<b>910 306,00</b>	<b>57 224,00</b>

Financement global de coordination				
Budget approuvé	Budget de l'UNESCO	Total des dépenses de l'UNESCO au 31 décembre 2024	Budget de Save the Children	Total des dépenses totales de Save the Children au 31 décembre 2024
Financement global de coordination	1 139 200,00	480 938,21	870 000,00	366 910,00
<b>Total</b>	<b>1 139 200,00</b>	<b>480 938,21</b>	<b>870 000,00</b>	<b>366 910,00</b>



\*Le faible taux de dépenses de *Save the Children* s'explique par un décalage dans la publication des rapports de coûts dans ses multiples bureaux de pays et par de légers retards dans le démarrage d'activités spécifiques.

## 8) Les prochaines étapes

Au cours des 12 prochains mois, quatre pays devraient achever la mise en œuvre de l'initiative, tandis que neuf autres pays et deux régions devraient débiter la mise en œuvre (la mise en œuvre devrait se poursuivre au Soudan du Sud). Les activités initiales seront lancées dans sept autres pays, qui travailleront ensuite avec les partenaires de l'initiative pour des systèmes éducatifs intégrant le climat en vue d'établir un calendrier pour rédiger les rapports initiaux, organiser les missions exploratoires et élaborer le plan de travail. Les prévisions pour les douze prochains mois par pays/région sont présentées dans le tableau ci-après.

Tableau 7.1 : Résumé des prévisions de l'initiative en 2025

	Pays/région	Q1 2025	Q2 2025	Q3 2025	Q4 2025
1	Zimbabwe	Mise en œuvre achevée			
2	Malawi	Mise en œuvre achevée			
3	Cambodge	Mise en œuvre achevée			
4	Soudan du Sud	Poursuite de la mise en œuvre			
5	Éthiopie	Approbation du plan de travail	Début de la mise en œuvre		
6	PEID du Pacifique	Approbation du plan de travail	Début de la mise en œuvre		
7	PEID des Caraïbes et Guyana	Approbation du plan de travail	Début de la mise en œuvre		
8	Madagascar	Élaboration et approbation du plan de travail	Début de la mise en œuvre		
9	Bangladesh	Élaboration et approbation du plan de travail	Début de la mise en œuvre		
10	Somalie (Somaliland)	Élaboration et approbation du plan de travail	Début de la mise en œuvre		
11	RDP lao	Élaboration et approbation du plan de travail	Début de la mise en œuvre		
12	Népal	Mission exploratoire	Élaboration et	Début de la mise en œuvre	



			approbation du plan de travail		
13	Pakistan	Mission exploratoire		Élaboration et approbation du plan de travail	Début de la mise en œuvre
14	Somalie	Mission exploratoire	Élaboration et approbation du plan de travail	Début de la mise en œuvre	
15	Mozambique	Mission exploratoire		Élaboration et approbation du plan de travail	Début de la mise en œuvre
16	Tchad	Début de la phase initiale			
17	Cabo Verde	Début de la phase initiale			
18	Comores	Début de la phase initiale			
19	Maldives	Début de la phase initiale			
20	Timor Leste	Début de la phase initiale			
21	Haïti	Début de la phase initiale			
22	Sao Tomé- et-Principe	Début de la phase initiale			

